

ADOLF HITLER

**DISCOURS
MÉCONNUS
DE L'ANNÉE 1941**

LES EDITIONS DU LORE

ADOLF HITLER

**DISCOURS
MÉCONNUS
DE L'ANNÉE 1941**

ISBN : 978-2-35352-044-2

EAN : 9782353520442

© Diffusion du Lore, septembre 2014.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.



Les Editions du Lore



Avertissement de l'éditeur

Que le lecteur tienne pour acquis le fait que le présent opuscule n'a pas vocation à faire l'apologie d'une politique et de son régime reconnus criminels. La mise à disposition de ces deux discours du chancelier Adolf Hitler ne saurait par conséquent s'adresser à un lectorat nostalgique des heures les plus sombres de l'histoire.

Discours prononcé le 24 février 1941 par Adolf Hitler à Munich pour le 21^e anniversaire de la fondation du parti national-socialiste

Dans la salle historique de la *Hofbräuhaus*,
à Munich, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du Parti,
le *Führer* adressa le discours suivant à ses partisans de la première heure.

Camarades nationaux-socialistes !

Le 24 février a toujours été pour nous une date lourde d'émouvants souvenirs. Et non sans raison. C'est ce jour-là, en effet, que, de cette salle, est parti le mouvement dont l'ascension triomphale devait nous conduire à la tête du Reich et qui était appelé à imprimer son sceau aux destinées de la nation allemande. Pour moi aussi, cette journée a une grande importance. Il est rare, je crois, qu'un homme politique, 21 ans après son premier discours en public, se présente devant les mêmes partisans pour exposer le même programme qu'au premier jour ; il est rare qu'un homme ait pu prêcher pendant 21 ans la même doctrine et ait pu aussi poursuivre ses réalisations sans devoir s'éloigner une seule fois de ses idées initiales ou de son premier programme.

Lorsque, en 1920, nous nous sommes réunis pour la première fois dans cette salle, il y eut, sans doute, bien des gens pour se dire : voilà un nouveau parti, encore un nouveau parti, et pourquoi ce nouveau parti ? N'en avons-nous pas déjà assez ? Si le nouveau mouvement n'avait été que la continuation d'autres partis, s'il n'avait voulu qu'en augmenter le nombre, l'objection aurait été évidemment soulevée à juste titre, car il y avait alors assurément plus de partis qu'il n'était nécessaire. Car

il s'agissait de tout autre chose que des partis fondés jusqu'alors. Un mouvement surgit, qui déclara pour la première fois qu'il renonçait d'avance à défendre les intérêts de telle ou telle couche de la population, un mouvement qui ne représentait aucun intérêt particulier : bourgeois ou prolétarien, agraire ou urbain, catholique ou protestant. Il ne représentait pas isolément tel ou tel Pays allemand, mais c'était un mouvement qui, pour la première fois, plaçait la notion de « peuple allemand » au centre même de ses pensées. Ce n'était pas un parti de classe, car il ne se liait ni à gauche ni à droite, comme le faisaient ceux qui s'efforçaient alors de diviser la nation ; au contraire, il n'a eu, dès l'origine, qu'un seul objectif : **le peuple allemand dans son ensemble.**

Ce fut là le début d'un combat héroïque qui devait, a priori, soulever presque tout le monde contre lui, ce qui, d'ailleurs, a été le cas. Pourtant la définition de cet objectif était chose décisive, et si, aujourd'hui, c'est-à-dire après vingt-et-un ans, je puis de nouveau me présenter devant vous, c'est à cette définition de notre but que nous le devons. C'est grâce à cette claire définition que notre mouvement n'a pas été le serviteur de certains intérêts particuliers et limités, mais que, par-dessus ces intérêts, il s'est élevé à la hauteur d'une tâche unique : celle de servir le peuple allemand tout entier et de sauvegarder ses intérêts au-dessus de la mêlée des partis. Nous étions alors en pleine débâcle. Versailles pesait sur nous de tout son poids. Il est tout naturel que partout se soient levés des hommes qui, le cœur navré, se sont mis à chercher une issue à cette calamité sans nom.

Une épopée unique dans l'histoire

Mais les avis différaient quant aux causes de la débâcle. Assurément des fautes politiques très graves avaient été commises, non seulement dans les années de guerre, mais encore nombre d'années déjà avant le conflit. On voyait l'orage approcher, on voyait par le monde certains excitateurs (les mêmes qui, aujourd'hui, se livrent au même commerce !) mobiliser contre l'Allemagne l'Europe entière. Bien qu'alors des occasions

favorables se soient présentées pour s'opposer à ces excitateurs, et cela en temps utile encore, les dirigeants du Reich ont fait preuve, à cette époque, d'incapacité politique. D'ailleurs, dès le début de la guerre, la direction de la politique extérieure, comme celle de la politique intérieure, avait été maladroitement au-delà de toute expression et psychologiquement défectueuse. Il n'y a qu'un seul point où ces dirigeants n'aient encouru aucun reproche : ils n'avaient pas voulu la guerre !

Bien au contraire, s'ils l'avaient voulue, ils s'y seraient assurément préparés tout autrement et auraient choisi un moment plus propice. Non, leur plus grand crime – si l'on ose qualifier ainsi leur faute – a été de n'avoir pas agi, tout en sachant que la guerre venait, à l'heure décisive et à meilleur moment.

On a commis aussi des fautes militaires, beaucoup de fautes militaires. Mais malgré tout cela, un fait reste acquis : pendant plus de quatre ans, le soldat allemand, vaincu comme tel, a fait front à l'ennemi. Une épopée unique dans l'histoire s'est déroulée pendant ces quatre années. Quoi que l'on puisse penser de la grandeur de nos victoires actuelles et de celle de nos victoires futures, le peuple allemand se rappellera toujours, dans une pieuse pensée et avec une profonde émotion, cette grande époque de la Guerre mondiale où, seul et abandonné par le monde entier, il a mené une lutte épique, combattant constamment contre une énorme supériorité numérique, contre une énorme supériorité en matériel, maintenant néanmoins sa résistance, jusqu'à ce que survînt une débâcle dont la cause n'était même **pas imputable aux troupes du front, mais à un fléchissement de l'arrière.**

Ainsi nous en arrivons à la raison proprement dite et décisive, à la raison véritable de la catastrophe d'alors. Il y avait des dizaines d'années que le peuple allemand vivait dans un état de désagrégation incessante qui eut pour résultat de scinder la nation en deux mondes hostiles. Nous, les vétérans du national-socialisme, nous n'en avons que trop bien conservé le souvenir, car c'est contre ces deux mondes-là que nous avons opiniâtement lutté, c'est entre ces deux mondes-là que nous

nous sommes trouvés et c'est de leur substance même que s'est lentement formé notre mouvement.

Bourgeoisie - Proletariat Nationalisme - Socialisme

Vous vous rappelez encore, hommes et femmes du Parti, l'aspect que présentait la vie politique de ce temps-là. Vous vous souvenez encore de toutes les affiches illustrant les deux grandes conceptions politiques en présence : la bourgeoisie d'une part, le prolétariat de l'autre ; ici le nationalisme, là le socialisme. Entre les deux s'ouvrait un abîme sur lequel, affirmait-on, aucun pont ne pouvait être jeté. C'est que, voyez-vous, l'idéal nationaliste bourgeois n'était que bourgeois et l'idéal socialiste n'était que marxiste. L'idéal bourgeois avait des limites de caste, l'idéal marxiste ignorait les frontières. Mais, au fond, les deux mouvements étaient déjà devenus stériles. A l'époque où, pour la première fois, je parus ici, aucun homme raisonnable ne pouvait plus espérer une victoire nette. Or c'était là le point décisif. Si la nation ne devait pas se désagréger définitivement et que cette lutte fût inévitable, il fallait qu'au moins un parti sortît de cette lutte vainqueur à cent pour cent. Mais cette éventualité était, dès cette époque, parfaitement illusoire, car les partis commençaient déjà à se dissoudre et à se morceler. Il y avait longtemps qu'ils avaient perdu tout leur élan.

Eparpillement des partis

La bourgeoisie s'éparpillait en d'innombrables partis, unions, petits groupes, petites ligues, représentations d'intérêts urbains et ruraux, représentation de la propriété immobilière ou foncière, etc. De l'autre côté, les partis issus du marxisme, de plus en plus en proie aux déchirements : socialistes majoritaires, socialistes indépendants, communistes, communistes radicaux, parti des ouvriers communistes, syndicalistes, etc. Qui connaît encore tous les groupes qui alors se livraient bataille ? Chaque affiche était une déclaration de guerre, non seulement au camp adverse, mais souvent aussi aux propres partisans. Ces deux forces hostiles qui entraient alors en lice contre nous, devaient

à la longue provoquer la dissolution complète du corps même de notre nation et, par suite, d'une façon toute naturelle, l'usure de toutes les forces vives du peuple allemand.

Quels que fussent les problèmes que nous tentions de résoudre, problèmes de politique intérieure ou extérieure, problèmes économiques ou problèmes de puissance politique, **aucune des grandes tâches de l'époque ne pouvait être accomplie sans l'appui intégral, sans la force concentrée de toute la nation.**

Versailles devait rendre l'Allemagne impuissante à jamais

A l'époque, ce qui se dressait devant nous, c'était Versailles. Lorsque, pour la première fois, je suis monté à la tribune dans cette salle, ma pensée politique était dominée par l'idée que nous devions protester contre cette sujétion, la plus ignominieuse de tous les temps, et appeler la nation au combat. En politique extérieure, ce *diktat* signifiait que la nation allemande était entièrement dépouillée de tout moyen de défense et frustrée de ses droits.

C'est précisément cette situation en politique extérieure qui nous commandait impérieusement une décision nette. Le *diktat* de honte était destiné à réduire à tout jamais la nation allemande en esclavage. On n'avait pas fixé de terme à cette condition de servitude, mais on disait d'avance : « *Nous ne voulons pas fixer la somme que vous aurez à payer, parce que nous-mêmes ne savons pas encore ce que vous serez à même de payer. C'est pourquoi, de temps en temps, nous fixerons chaque fois un nouveau montant ; vous vous engagerez tout simplement d'avance à payer tout ce que nous demanderons.* » Et c'est ce que les gouvernements allemands d'alors ont fait ! L'accomplissement de cet engagement devait nécessairement plonger pour toujours l'Allemagne dans la ruine. Et lorsqu'un Français déclara que le but réel était de **supprimer 20 millions d'Allemands, ce n'était pas du tout une boutade !** On pouvait, en effet, calculer combien de temps il faudrait pour que la nation allemande comptât 20 ou 30 millions d'individus de moins.

Nous nous sommes aidés nous-mêmes

Cet asservissement qui, rien qu'au point de vue économique, constituait déjà une calamité, trouva la nation allemande séparée en deux grands camps adverses. Ils différaient du tout au tout par leurs conceptions, mais l'un et l'autre fondaient leurs espoirs sur des internationalismes. Les uns sur une base plutôt intellectuelle, conformément à leur mentalité. Ils disaient : « *Nous avons foi en la conscience du genre humain, en la justice internationale ; nous croyons à la Société des Nations de Genève.* » Les autres, d'allures plus prolétariennes, disaient : « *Nous avons foi en la solidarité internationale* », ou d'autres choses du même acabit. Mais tous croyaient à quelque chose d'étranger à leur propre peuple. C'est assurément une méthode fort commode pour refaire son bonheur, que d'espérer que d'autres viendront pour vous aider !

Le nouveau mouvement, au contraire, adoptait un point de vue que l'on peut en somme résumer en cette simple phrase : « *Aide-toi, le ciel t'aidera !* » Cette sentence ne dénote pas seulement une grande confiance en Dieu, mais elle est en outre conforme à la justice, car l'on ne peut logiquement admettre que le bon Dieu ne soit là que pour aider les gens qui sont trop lâches ou trop veules pour s'aider eux-mêmes, que le bon Dieu soit une espèce de succédané d'énergie à l'usage des gens qui en manquent. Il n'est certainement pas là pour cela. De tout temps, il n'a accordé ses bénédictions qu'à celui qui était disposé à prendre soin de sa propre défense.

Mais ce que l'on peut attendre de l'aide des autres, nous le savons par expérience : il vous arrive par exemple un président américain qui vous jure tous ses grands dieux que vous obtiendrez ceci et cela et encore cela, si voulez bien déposer les armes. Les armes déposées, **le serment fut renié et oublié.** Ces messieurs se renfrogaient quand on le leur rappelait. Aussi, l'Allemagne démocratique d'antan avait beau prier et humblement supplier, **jamais** on n'a consenti à adoucir son sort, et **quant à l'égalité des droits, il n'en fut pas même question.** C'est précisément dans cette ville que j'ai commencé mon combat en entamant la lutte contre Versailles. Vous savez tous, hommes et femmes du Parti,

combien de discours j'ai prononcés contre ce traité. On aurait peine à trouver quelqu'un qui ait étudié ce traité comme je l'ai fait. Aussi n'ai-je pas oublié ce traité, je m'en souviens aujourd'hui encore ! Le peuple allemand ne pouvait éliminer ce traité en s'humiliant ou en se soumettant, mais en reprenant conscience de lui-même et en rassemblant ses forces.

[Dans le passage suivant de son discours, le Führer rappelle d'une manière impressionnante aux vétérans du Parti les longues années de lutte opiniâtre pour la reconquête de l'âme de ses compatriotes, de l'âme de chacun d'entre eux ; il dépeint la lutte âpre et tenace du jeune mouvement national-socialiste contre la raillerie et l'insulte, contre le mensonge et la calomnie, contre la terreur exercée sur les esprits et sur les corps. Dans cet ordre d'idées le Führer rend un hommage tout spécial aux femmes vétérans du Parti et à la part qu'elles ont prise à la lutte. Guidées sûrement par leur instinct féminin, elles ont été, dans les jours les plus noirs, les militantes les plus fidèles et les plus dignes de confiance. Constamment interrompu par les applaudissements frénétiques de ses anciens compagnons de lutte, le Führer fustige de sarcasmes amers les méthodes stupides et éhontées de ses adversaires intérieurs de jadis que l'on retrouve identiques dans le camp de nos ennemis extérieurs.]

Ces années de lutte opiniâtre, [poursuit le Führer], ont nécessairement abouti à une sélection des éléments dirigeants. Lorsqu'aujourd'hui je me présente devant la nation et que je vois autour de moi cette garde, ce sont là incontestablement des hommes de valeur qui représentent quelque chose. Si, par comparaison, je passe en revue les ministères adverses, je ne puis me faire que cette réflexion : ils sont incapables d'être mis chez nous à la tête d'un bloc de maisons.

Je ne suis pas un démocrate

Ces temps difficiles nous ont valu une sélection d'hommes de premier plan qui, naturellement, m'ont donné parfois du fil à retordre. Les hommes de valeur sont quelquefois anguleux et souvent se hérissent. En temps ordinaire, on doit quelquefois veiller à ce que leurs piquants se dressent parallèlement et non

les uns contre les autres. Mais, vienne le moment du danger, ils forment une garde d'hommes résolu. Cette sélection que la guerre opère parmi les soldats et qui révèle les vrais chefs, la vie politique ne l'opère qu'au milieu des luttes. Tel fut le résultat d'une longue évolution, d'une lutte incessante contre mille obstacles : nous avons obtenu petit à petit une phalange de chefs avec lesquels on peut tout risquer. Si, au contraire, je considère le monde de mes adversaires, je dois dire qu'il a sommeillé pendant que ce miracle s'accomplissait. Aujourd'hui encore, il ne veut pas se rendre à cette évidence. Ces gens ne veulent pas voir ce que nous sommes et ils ne veulent pas voir où eux-mêmes en sont restés ; ils se promènent, comme dans certains pays Dame Justice, un bandeau sur les yeux.

Ils repoussent ce qui ne leur sied pas. Ils ne saisissent pas qu'en Europe deux révolutions ont créé quelque chose de puissant et de nouveau.

Car nous savons que, parallèlement à la nôtre, une deuxième révolution s'est accomplie, où l'accession au pouvoir a précédé de beaucoup la nôtre : je veux parler de la révolution fasciste. Nous savons que cette révolution a conduit au même résultat, et qu'entre nos deux révolutions, il y a identité absolue, non seulement dans les buts envisagés, mais encore dans les voies à suivre. En outre elles sont liées par une amitié qui est bien plus qu'une collaboration en vue d'un but commun. Voici encore une chose que mes adversaires ne saisissent pas : lorsque je considère un homme comme mon ami, je me range à ses côtés sans l'arrière-pensée de monnayer commercialement mon attitude ; car je ne suis pas un démocrate et, par conséquent, je ne suis pas un *mercanti*.

Je ne suis pas davantage un profiteuse de guerre, mais un homme qui désire qu'après sa mort on lui rende au moins cette justice qu'il a combattu toute sa vie au service d'un seul grand idéal. Sur ce point je ne voudrais donc faire preuve d'aucune faiblesse. Il ne peut donc y avoir de doute que les liens unissant les deux révolutions, et surtout les liens unissant les deux hommes, sont indissolubles, et que, si l'un d'eux vient à se

trouver en meilleure situation que l'autre, ou inversement, l'un prêterait toujours assistance à l'autre. **Aussi bien s'agit-il de l'ennemi commun** que nous mettrons par terre !

Les nouveaux sous-marins vont maintenant entrer en action

Il fut un temps où l'Italie fasciste, qui mène le même combat que nous, qui est, comme nous, emprisonnée sur un étroit territoire, qui doit résoudre, comme nous, le problème de sa surpopulation, et à qui l'on refuse, comme à nous, le droit à la vie, il fut un temps, dis-je, où cette Italie fasciste enchaîna là-bas à notre profit des forces ennemies considérables. De nombreux navires britanniques ont été retenus en Méditerranée, de nombreux avions britanniques dans les colonies d'Afrique ; d'imposantes forces terrestres y ont été bloquées. Ceci fut très à notre avantage. Car je l'ai dit récemment : notre guerre sur mer ne fait que commencer. La raison en est que, sur nos sous-marins, nous voulions d'abord former les nouveaux équipages pour les nouveaux sous-marins qui maintenant vont prendre le large. Et, que l'on en doute pas, maintenant ils viendront.

Il n'y a pas deux heures que le commandant en chef de la Marine m'a annoncé qu'il venait de recevoir de nos navires de guerre et de nos sous-marins la nouvelle qu'ils avaient de nouveau torpillé 215 000 tonnes. Dans ce total, 190 000 tonnes ont été anéanties par les seuls sous-marins et **un seul convoi, détruit hier, représentait 125 000 tonnes. Mais à partir de mars ou avril, ces messieurs pourront s'attendre encore à de pires mésaventures**, et alors ils verront bien si nous avons passé l'hiver à dormir et qui de nous a bien employé son temps.

Dans ces longs mois écoulés où nous avons dû combattre avec si peu de sous-marins, l'Italie a retenu là-bas des forces ennemies considérables. Peu nous importe que nos Stukas s'en prennent aux navires anglais **dans la mer du Nord ou dans la Méditerranée** ; au fond, cela revient au même !

Une chose est certaine : là où la Grande-Bretagne touchera le Continent, elle nous trouvera devant elle, et là où croisent

des navires anglais, ils rencontreront nos sous-marins jusqu'à ce que l'heure décisive ait sonné !

Tout comme en Allemagne, une révolution s'est accomplie en Italie, qui doit avoir pour résultat la reconstruction d'une communauté nationale ; cela devait avoir ce résultat et, de fait, a eu ce résultat.

Nous avons dû jadis patienter pendant de longues années et, si mes adversaires croient me faire peur en parlant du temps, je n'ai que ceci à leur dire : j'ai appris à attendre et pendant ce temps d'attente, je n'ai point paressé !

Depuis 1923, nous avons dû aussi attendre dix ans avant d'arriver au pouvoir, mais ces 10 ans, vous le savez, mes vieux camarades du Parti, nous les avons bien employés. Que de choses nous avons créées ! Que de choses nous avons construites ! Le mouvement qui accéda au pouvoir en l'année 1933 en était un tout autre que celui de l'année 1923. Nous avons bien employé notre temps. Aussi de telles menaces ne m'effraient-elles pas. Chez nous, nous ne nous sommes jamais assigné comme but : le 1^{er} mars ou le 15 juin ou le 7 septembre, ceci ou cela devra être fait. Il n'y a que les journalistes de nos adversaires pour savoir des choses pareilles. Ces gens savaient cela aussi à cette époque-là. Ils disaient : « *Si les nationaux-socialistes n'ont pas conquis le pouvoir d'ici à octobre 1929, ils sont perdus !* » Nous n'étions pas perdus. « *Si, ce coup-ci, les nationaux-socialistes ne sont pas portés au pouvoir par les élections de 1930, le national-socialisme est liquidé !* » Il n'était pas liquidé, quoique nous n'eussions pas conquis le pouvoir. Et alors ils disaient en 1932 : « *Cette fois-ci, le national-socialisme est bien mort, le Führer a refusé, il ne veut pas assumer de responsabilités, il est trop lâche ; c'est ce que nous avons toujours dit, nous le savions, ce bonhomme se soustrait à toute responsabilité !* » Voilà ce que ces grands génies, qui maintenant sont blottis en Angleterre (car ils ne sont plus ici), ont su parfaitement dès ce temps-là.

Puis ils ont dit : « *Le 13 août est la date fatale, cette fois le national-socialisme est bel et bien par terre.* » Le 14 août est venu et il n'était point par terre.

Quelques mois après, ils ont dû fixer un nouveau délai. Et alors vint enfin le 30 janvier 1933. Aussitôt ils ont dit : « *Maintenant ils ont commis une gaffe ! Ils ont pris le pouvoir. Dans six semaines, c'en sera fait d'eux, ou dans trois mois, dans trois mois, tout au plus. Alors ils seront liquidés.* » Les six semaines et les trois mois sont passés et nous n'étions pas liquidés !

Et c'est ainsi qu'ils ont toujours fixé de nouveaux délais et maintenant, pendant la guerre, ils font exactement la même chose ! Et pourquoi pas ? **Ce sont toujours eux.** Ce sont les mêmes prophètes, les mêmes sourciers politiques qui, chez nous, vaticinaient si admirablement et qui à présent, sont aux gages du ministère de la propagande anglais et du Foreign Office, comme personnel auxiliaire. Ils savent toujours, avec une précision mathématique, quand les Allemands seront battus.

Nous avons déjà vu arriver cela une fois ou deux. Vous vous rappelez tout ce que l'on disait. Je me contenterai de relever ici le propos fameux d'un grand homme d'État britannique que vous avez pu contempler face à face ici-même, à Munich : *Mister Chamberlain* déclara peu de jours avant le 9 avril de l'an dernier : « *Dieu merci, il a manqué l'autobus !* » Et je vous rappelle encore quelqu'un d'autre, le Commandant en chef de l'armée anglaise, qui disait : « *Oui, il y a quelques mois j'avais peur, maintenant je n'ai plus peur. Ils ont manqué le bon moment ; du reste, ils n'ont que des généraux trop jeunes ; c'est là leur défaut, et c'est là leur malheur. Du reste, tous leurs dirigeants... Mais le plus important, c'est qu'ils ont laissé échapper le bon moment. Trop tard, maintenant !* » **Quelques semaines plus tard, ce général a été limogé. Sans doute était-il trop jeune, lui aussi !**

Et ils font exactement de même aujourd'hui. Ils fixent constamment des dates. A l'automne, ils disaient : « *Si aucun débarquement n'a lieu maintenant, tout est parfait : au printemps 1941, l'Angleterre portera la guerre sur le continent.* » **L'offensive britannique, je ne fais que l'attendre. Mais voilà qu'ils ont porté leur offensive ailleurs et nous devons maintenant courir à leurs trousses, là où nous les trouvons. Mais nous saurons bien les trouver, où qu'ils aillent ! Nous les trouverons aussi là où les**

coups seront les plus écrasants pour eux !

Nous ne voulons que l'égalité de droit

Mais depuis lors, le mouvement a vécu 21 ans de lutte incessante. Enfin, après treize longues années, nous arrivâmes au pouvoir. Et depuis, nous avons vécu ces années de préparation face à l'extérieur, de travail colossal à l'intérieur. Vous le savez : il en est exactement ici comme il en était autrefois dans le Parti. **Nous n'avons demandé au monde rien d'autre que de nous accorder les mêmes droits, exactement comme nous avons revendiqué l'égalité des droits à l'intérieur.** A l'intérieur, nous avons demandé autrefois le droit de libre réunion dont les autres jouissaient, nous revendiquions la liberté de la parole et, en tant que parti parlementaire, nous sollicitons les mêmes droits que les autres. Ces droits, on nous les a refusés. On nous a pourchassés en déchaînant contre nous la terreur. **Nous avons, malgré tout cela, édifié et consolidé notre organisation et nous avons fini par nous imposer.**

La victoire des économies nationales

Je me suis adressé au **monde** dans les mêmes termes. J'ai déclaré : je ne veux rien avoir que ce que les autres ont aussi. Je suis prêt à désarmer complètement. J'ai fait sans cesse de nouvelles propositions. On nous a ri au nez, on nous a opposé des refus, tout comme à l'intérieur. Je voulais tout arranger par voie de négociations. Il ne peut y avoir, en effet, rien de meilleur pour un peuple que d'atteindre ses buts par la voie des pourparlers ; car cela coûte moins et l'on évite l'effusion de sang. Qui serait assez insensé pour vouloir prendre par la violence quelque chose qu'il peut obtenir par un appel à la raison ? **Mais il est des choses que l'Allemagne doit garder, parce que nous voulons vivre, parce que les autres n'ont pas le droit de restreindre nos conditions de vie, parce qu'il est inadmissible qu'une nation qui possédait déjà elle-même 38 millions de kilomètres carrés dérobe à une autre nation encore 2 millions et demi de kilomètres carrés et aussi parce qu'il est insupportable pour**

nous d'être continuellement maintenus sous tutelle par ces peuples et de nous laisser prescrire, par exemple, quelle politique économique nous devons pratiquer.

Nous pratiquons la politique économique qui profite au peuple allemand. Est-ce que je me mêle des affaires des autres ? S'ils veulent croupir sur des sacs d'or, qu'ils le fassent ! Mais si l'on me dit : « *Faites de même !* », je m'en garderai bien. Je ne vais pas acheter pour de la force de travail allemande de l'or sans vigueur. En échange de la force de travail allemande, j'achète des produits pour l'existence. Le résultat de notre politique économique témoigne en notre faveur et non en la faveur de ceux qui préconisent le standard or. C'est nous, les pauvres, qui avons mis fin au chômage, parce que nous ne respectons plus cette folie, parce que nous avons considéré toute notre vie économique uniquement comme un problème de production et non plus sous l'aspect capitaliste.

Nous avons, il est vrai, appuyé notre vie économique sur l'énergie ordonnée de la nation, sur la discipline de tout un peuple. Nous avons fait comprendre à la nation que c'était folie de poursuivre à l'intérieur des guerres économiques entre les différentes classes, pour n'arriver qu'à périr tous ensemble. Il a fallu, sans doute, pour arriver à ces fins, établir de nouvelles bases générales des conditions sociales. On ne peut plus, de nos jours, édifier des Etats sur une base capitaliste. A la longue, les peuples prennent conscience et les gens qui croient pouvoir empêcher ce réveil par des guerres ne feront que le hâter. Leurs Etats sombreront dans des catastrophes financières qui anéantiront les bases de la politique financière qu'ils ont suivie jusqu'à présent. C'est pourquoi ce n'est pas le standard or qui vaincra, mais les économies nationales sortiront victorieuses de la lutte. Elles pratiqueront entre elles le commerce qui leur est nécessaire. Il est parfaitement indifférent que cela convienne ou non à certains banquiers du standard or dans le monde.

Nous achetons et nous vendons

Et si certains de ces banquiers nous déclarent : « *Nous ne souffrirons pas que vous fassiez le commerce avec tel ou tel pays !* », c'est là une chose qui ne les regarde pas et les peuples n'admettront plus à l'avenir que quelques banquiers leur prescrivent leur politique commerciale. Ils feront la politique commerciale qui leur convient.

Sur ce point, nous pouvons regarder l'avenir avec confiance. L'Allemagne est un énorme facteur économique, non seulement comme productrice, mais aussi comme consommatrice. Nous avons de vastes débouchés, mais nous ne cherchons pas seulement des débouchés ; nous sommes également les plus forts acheteurs sur ces marchés, tandis que le monde occidental, d'une part, vit de ses empires, d'autre part veut encore exporter de ces empires. C'est parfaitement impossible, car les peuples ne peuvent à la longue faire des affaires en un seul sens.

Ils ne veulent pas seulement acheter, ils doivent aussi vendre et ne peuvent le faire à ces empires. Ils devront donc commercer avec nous, que cela convienne ou non à certains banquiers. Aussi ne conformons-nous pas notre politique économique aux conceptions des banquiers de New-York ou de Londres, non, notre politique s'inspire exclusivement des intérêts du peuple allemand. Sur ce point, je suis un socialiste fanatique qui n'a sans cesse en vue que l'ensemble des intérêts de son peuple. Je ne suis pas le valet de quelque consortium bancaire, je ne suis pas l'obligé de quelque groupe capitaliste. Je suis sorti du peuple allemand et c'est envers le peuple allemand seul que nous avons des obligations. Seuls ses intérêts déterminent notre politique économique. Nous ne céderons en rien sur ce point.

Nous avons accompli une œuvre gigantesque

Si les autres disent : « *Alors, c'est la guerre !* », je ne puis que répondre : « *Soit ! Je ne la veux pas, mais le meilleur homme ne peut vivre en paix si le méchant voisin ne le veut pas.* » Je ne suis pas non plus de ceux qui, voyant venir une telle guerre, se mettent à geindre. J'ai parlé et fait ce que je pouvais ; j'ai fait des propo-

sitions, toujours de nouvelles propositions, à l'Angleterre comme à la France. On les a toujours repoussées avec ironie, on s'en est moqué, on en a ri. Alors quand j'ai vu que les autres voulaient le conflit, j'ai fait, certes, ce que j'avais toujours fait aussi jadis, comme national-socialiste et ancien militant du Parti : je me suis forgé aussitôt un instrument de défense. De même qu'autrefois, dans le Parti, j'avais préconisé l'idée qu'il ne s'agissait pas d'être toujours assez fort pour porter des coups aux autres, mais qu'il était nécessaire d'être assez fort pour répondre immédiatement aux coups. En organisant l'Armée, instrument militaire de la politique de l'État, j'en ai fait un instrument capable, s'il ne pouvait en être autrement, de porter des coups.

Il y a quelques jours seulement, un général américain a déclaré, devant la Chambre des représentants des États-Unis, que Churchill lui avait déjà dit, en 1936 : « *L'Allemagne devient trop puissante pour nous, il faudra l'anéantir et je ferai tout pour arriver à cet anéantissement.* »

C'est un peu plus tard que j'ai mis pour la première fois en garde, et publiquement, contre cet homme et son activité. Je ne voulais pas inquiéter prématurément la nation et, peut-être, ruiner des possibilités d'entente. Au même moment, cependant, voyant qu'en Angleterre une certaine clique, incitée à cela par la Juiverie qui, naturellement, partout souffle sur le feu, était fermement décidée à la guerre, qu'elle y poussait, y excitait les esprits, j'ai fait tous les préparatifs pour armer la nation. Et vous, mes vieux camarades, vous savez que lorsque j'ai dit une chose, je ne badine pas, mais que les actes suivent les paroles. Nous avons terriblement travaillé. L'armement créé dans ces années est vraiment la plus grandiose réalisation que le monde ait jamais vue.

Si d'autres viennent dire maintenant : « *Nous le ferons aussi !* », je répliquerai seulement : « *Faites ! Pour moi. C'est déjà fait.* » Mais surtout, ne me racontez pas d'histoires. Je suis au fait, spécialiste en armements. Je sais fort bien ce que l'on peut faire avec de l'acier, avec de l'aluminium. Je sais aussi ce que l'on

peut demander d'effort aux hommes, et ce qui est au-dessus de leurs forces. Vos histoires ne m'en font pas accroire.

J'ai fait donner à temps l'énergie de la nation allemande pour nous armer et je suis résolu, s'il est nécessaire, à employer à cet effet la moitié de l'Europe : c'est, du reste, ce que je fais. Je suis prêt à n'importe quel conflit et je l'attends avec calme. Puissent les autres avoir la même placidité. Je m'appuie là sur la meilleure armée du monde, sur la meilleure armée que la nation allemande ait jamais eue. Numériquement forte, ses armées sont des meilleures et sa direction n'a jamais été aussi bonne. Nous avons de jeunes chefs qui, non seulement ont fait leurs preuves dans la guerre, mais qui s'y sont couverts de gloire. Partout où nos regards se tournent, nous apercevons une élite qui dirige nos soldats et ceux-ci, en revanche, sont les hommes les mieux entraînés du monde entier, ils ont les meilleures armes que l'on puisse trouver actuellement de par le monde. Et derrière ces soldats, derrière leurs chefs, se presse la nation allemande, le peuple allemand tout entier ; au milieu de ce peuple, le mouvement national-socialiste, cœur de la nation, qui a pris son essor de cette salle, il y a vingt-et-un ans, ce mouvement, lui-même une des meilleures organisations. Les pays démocratiques n'en possèdent pas de pareille et on ne lui trouve de parallèle que dans le mouvement fasciste. Peuple et Armée, Parti et État, forment actuellement un tout indissoluble. Aucune puissance au monde ne pourra l'ébranler. Il n'y a que des sots pour croire que ce qui s'est passé en 1918 pourrait se reproduire. Nous avons appris jadis à connaître ces espérances avec nos démocrates ! Eux aussi étaient toujours pleins d'espoir ; ils espéraient qu'à l'intérieur se produiraient le morcellement, la dissolution et la guerre fratricide.

Ils n'ont pas changé et disent encore : « *Dans six semaines, la révolution éclatera en Allemagne.* » Ils ne savent pas qui la fera. Les révolutionnaires sont avec nous, dans nos rangs ; quant aux soi-disant « révolutionnaires » comme Thomas Mann et autres, ils sont en Angleterre. Il y en a qui sont repartis d'Angleterre pour l'Amérique, parce que l'Angleterre est, pour eux, déjà trop près

du théâtre d'opérations de leur future « révolution ». Ils déplacent donc leur quartier général loin des futurs champs de bataille. Pourtant ils continuent à prétendre que la révolution va venir. Je ne sais qui la fera, ni non plus comment elle se fera, mais ce que je sais, c'est qu'en Allemagne, il ne peut y avoir qu'une poignée d'imbéciles pour songer à la révolution ; mais ils sont à l'ombre.

Leurs espoirs sont puérils

Puis ils nous parlent du « général Hiver » qui viendra réduire l'Allemagne. Mais le peuple allemand est assez résistant aux intempéries. Nous avons, dans l'histoire de l'Allemagne, surmonté déjà je ne sais combien de dizaines de milliers d'hivers ; or nous surmonterons aussi celui-ci. Ils déclarent aussi : « *La famine viendra* », mais nous avons pris nos précautions. Nous connaissons les sentiments humains de nos adversaires anglicans. Nous avons pris nos mesures, et je crois que ce sera plutôt là-bas que la famine viendra.

Ils disent aussi : « *Le temps fera son effet !* » Mais le temps n'aide que ceux qui travaillent ; or personne n'a été plus laborieux que nous : cela, je puis l'affirmer à ces gens ! Toutes ces vagues espérances sont ridicules et même enfantines.

Voici, en résumé, ce que je pense : le peuple allemand a derrière lui une évolution multimillénaire. Nous connaissons deux mille ans de son histoire. Il y a mille ans que nous avons un Empire allemand et un empire comprenant seulement des Allemands. Au cours de ces temps, notre peuple a dû subir des tribulations inouïes. Quel que soit le présent ou l'avenir, il saura soutenir les coups du destin ; il les supportera même mieux que jamais, car je me dis que s'il y a toujours eu un peuple allemand et, depuis mille ans, un Empire allemand, il n'y avait encore jamais eu d'unité allemande. Or nous l'avons aujourd'hui, cette solide organisation de notre peuple, cette direction ferme, celle que vous voyez aujourd'hui.

En toute modestie, je puis dire à mes ennemis ceci : je me suis déjà mesuré avec bien des adversaires démocratiques, et je suis

toujours sorti vainqueur de la lutte. Je crois aussi que cette lutte ne se livre pas dans d'autres conditions, les rapports de force et de grandeur sont les mêmes. En tout cas, je suis reconnaissant à la Providence – puisque cette lutte était devenue inévitable – de l'avoir fait éclater encore de mon vivant et à une époque où je me sens encore frais et dispos. Le temps approche de nouveau où l'on pourra mesurer les forces et je sais, tout en comprenant ce que le combat a d'effroyable, qu'en ce moment des millions de soldats allemands pensent comme moi.

Nous avons derrière nous une année de succès inimaginables, nous avons aussi subi de rudes pertes, sinon dans l'ensemble, du moins individuellement. Mais nous savons que ces succès ne nous ont pas été donnés gratuitement, que d'innombrables Allemands ont dû risquer leur vie et continuent à la risquer, faisant preuve de la plus haute bravoure. Ce que tant d'hommes ont réalisé, dans nos régiments, dans nos formations blindées, nos forces aériennes, nos unités sous-marines, nos forces navales, dépasse tout ce que l'on avait vu jusqu'alors. Il n'y avait encore jamais eu de meilleurs, de si braves soldats allemands.

Le parti du front de la grande guerre

Nous autres, nationaux-socialistes, sommes particulièrement fiers d'eux ; ne sommes-nous pas l'ancien parti du front ? Le parti du front de la grande guerre ? C'est de ce front que nous sommes revenus, pleins de rancœur, de rage, accablés aussi de douleur en sentant la honte infligée à notre vaillant peuple. Nous qui avons participé à toute la lutte pendant la guerre mondiale, nous savons, mieux que n'importe qui, ce que nos soldats d'aujourd'hui accomplissent. D'ici où je parle, je ne puis que leur répéter : nos cœurs, les cœurs de tous les vieux nationaux-socialistes sont avec vous, ce sont les cœurs d'anciens combattants. Combien d'entre nous sont revenus mutilés de la grande guerre ! Combien y ont reçu des blessures, combien y ont participé ! Tous, avec une brûlante ferveur, ont suivi les étapes des nos armées durant cette année. Chaque localité éveillait en eux un souvenir. Avec quelle immense satisfaction

ils ont vu se réaliser ce pourquoi ils avaient, pendant des années, versé leur sang, poursuivis par une incroyable malchance, sans pouvoir cependant atteindre leur but. Ils sont fiers de leurs fils aujourd'hui, des jeunes soldats du III^e Reich !

Cette nouvelle année de combat sera décisive

Nul ne peut mieux vous le dire que le Parti de ces anciens combattants qui, revenus de la Grande Guerre, n'ont pu supporter la honte de leur pays et ont aussitôt recommencé une nouvelle guerre à l'intérieur, la guerre contre ceux qui ruinaient notre patrie, notre pays.

Nous voici donc, nationaux-socialistes, en présence d'une nouvelle année de lutte. Nous savons tous qu'elle apportera de grandes décisions. Nous envisageons l'avenir avec une confiance inébranlable. Nous avons passé par la plus dure école que puisse connaître des hommes. Nous savons que ces sacrifices inouïs n'ont pas été faits en vain, car nous avons foi, là aussi, en la justice immanente. Que n'avons-nous pas fait dans ces années : nous avons déployé tous nos efforts, nous nous sommes consumés de soucis, avec ce seul but en vue : notre peuple !

Des millions d'êtres se sont voués à cette pensée, des centaines, des milliers sont tombés pour cette idée. La Providence ne nous a pas laissé suivre en vain cette voie merveilleuse. Le jour où a été créé ce mouvement, j'ai dit : jadis, notre peuple a remporté d'immenses victoires, puis il est devenu ingrat et il s'est montré désuni ; il a ainsi pêché contre lui-même et la Providence l'en a châtié. C'est justice que nous ayons été battus. Lorsqu'un peuple s'oublie comme l'a fait alors le peuple allemand, lorsqu'il croit pouvoir se moquer de tout honneur, de toute fidélité, la Providence ne peut que lui donner une si dure leçon.

L'Allemagne marchera

Mais nous étions déjà convaincus, à l'époque, que si notre peuple se ressaisissait, s'il redevenait laborieux et honnête, si chaque Allemand ne songeait en première ligne qu'à son peuple et non à lui-même, plaçant l'intérêt public au-dessus de l'intérêt

privé, si ce peuple, enfin, s'efforçait de nouveau d'atteindre un grand idéal, prêt à se sacrifier pour lui, alors viendrait l'heure où le Seigneur Dieu déclarerait que les temps d'épreuve étaient terminés.

Si le sort nous appelle de nouveau sur le champ de combat, sa bénédiction ira à ceux qui l'ont méritée par de longues dizaines d'années de durs travaux.

Encore une chose : quand mes adversaires et moi nous présenterons devant l'histoire, je ne redouterai pas le jugement. Que sont, en effet, ces égoïstes ? Chacun d'eux ne défend, en effet, que les intérêts de sa caste, et, derrière chacun d'eux, il y a le Juif ou son propre coffre-fort.

Ce ne sont que gens avides ; ils vivent des profits de la guerre. L'aide de Dieu ne peut leur être accordée. Ces gens, je les affronte simplement comme champion de mon propre peuple, du peuple allemand.

Je suis convaincu que la Providence, qui a béni notre combat, le bénira encore à l'avenir. En effet, il y a vingt-et-un ans, lorsque je me suis présenté dans cette salle pour la première fois, j'étais un inconnu ; je n'avais pour moi que ma foi. Dans ces vingt-et-une années, j'ai créé un monde nouveau. Le chemin de l'avenir sera plus aisé que celui que nous avons dû suivre du 24 février 1924 jusqu'à ce moment.

J'envisage donc l'avenir avec une confiance fanatique. Toute la nation est dans le rang et je sais qu'au moment où retentira le commandement, l'Allemagne entière marchera.

Discours prononcé le 11 décembre 1941 par Adolf Hitler au Reichstag allemand sur les responsabilités de guerre de Franklin D. Roosevelt

Députés,
Hommes du Reichstag allemand,

Une année d'événements historiques mondiaux va prendre fin ; une année de décisions de la plus haute portée va débiter.

A cette heure grave, je parle à vous, délégués au Reichstag, en votre qualité de représentants de la nation allemande. Le peuple allemand tout entier doit prendre connaissance de ces considérations du passé et des décisions que nous imposent le présent et l'avenir.

Après le rejet répété de mon offre de paix en 1940, par l'actuel Président britannique et les partisans qui le soutiennent et le dominant, il était clair, en automne 1940, que cette guerre devait continuer jusqu'au bout par les armes, malgré toutes les raisons du bon sens et de la nécessité. Vous le savez, mes vieux membres du parti, que j'étais de tout temps un ennemi des décisions vagues et faibles. Si c'est la Providence qui l'a voulu ainsi, que cette lutte soit inévitable au peuple allemand, je lui suis reconnaissant de m'avoir confié le commandement de cette lutte historique qui formera d'une façon décisive l'Histoire, non seulement allemande, mais européenne, voire mondiale, pour la durée des cinq cents ou mille prochaines années.

Le peuple allemand et ses soldats ne travaillent et ne combattent pas seulement pour eux-mêmes et le temps de leur existence, mais pour les générations futures, voire pour les générations les plus lointaines. Le Créateur nous a donné la mission d'une révision historique unique au monde. Nous sommes maintenant obligés de l'accomplir.

L'armistice à l'Ouest, possible dès la fin de la lutte en Norvège, a obligé le Commandement allemand d'assurer avant tout militairement les territoires politiques, stratégiques et économiques conquis. La force de résistance de ces pays a été ainsi changée. Un cordon de points d'appuis et de puissantes fortifications s'étend de Kirkenes à la frontière espagnole. Innombrables sont les aérodromes qui ont été construits et, au Nord, taillés dans la pierre primitive du granite. Les sous-marins sont maintenant pratiquement à l'abri des attaques navales et aériennes. 1 500 nouvelles batteries, dont les positions ont dû être bien étudiées et achevées, servent à la défense. Un réseau de routes et de voies ferrées a été construit de façon à ce que la communication, de la frontière espagnole à Petsamo, soit assurée, indépendante de la mer. Les troupes du génie de la marine, des armées de terre et de l'air, en liaison avec l'organisation *Todt*, ont érigé ici des constructions comparables au *Westwall*. On travaille constamment à la construction de ces ouvrages.

**J'ai pris la résolution irrévocable
de rendre ce front européen inattaquable.**

Ce travail continu pour la défense a été complété par une offensive limitée aux possibilités de la saison. La marine a poursuivi sa guerre de destruction contre la marine britannique et contre les bateaux de guerre et de commerce à son service.

L'armée de l'air allemande a soutenu, par ses reconnaissances et ses attaques, l'action de la marine, et démontré aux Anglais le vrai visage « d'une guerre charmante » dont le Premier ministre actuel est le principal auteur. L'Allemagne a été aidée dès le début de l'année passée, dans sa lutte, par son alliée, l'Italie. Pendant de nombreux mois, le poids d'une grande

partie de la puissance britannique reposa sur les épaules de l'État italien. Les Anglais réussirent, grâce à une supériorité en chars et en blindés lourds, à provoquer une crise temporaire en Afrique septentrionale. Des détachements germano-italiens, sous le commandement du général Rommel, passèrent, dès le 24 mars 1940, à la contre-attaque.

Agadabia tomba le 2 avril ; Benghazi fut atteint le 4. Le 8, nos détachements communs entrèrent à Derna, le 11, c'était l'encerclement de Tobrouk, et le 12, la prise de Bardia.

En tenant compte des conditions climatiques totalement étrangères aux soldats allemands, l'Afrikakorps a fait des prodiges sur ce théâtre de guerre. Comme jadis en Espagne, Allemands et Italiens ont affronté l'ennemi commun. Pendant que les deux alliés assuraient le front de l'Afrique du Nord, par le sang des soldats allemands et italiens, l'ombre funeste d'un péril terrible s'étendit sur l'Europe. Contraint par la nécessité la plus dure, j'ai résolu, en automne 1939, de créer les bases d'une paix générale en mettant fin à la tension germano-russe ; c'était très dur du point de vue psychologique, en raison de la position du peuple allemand et surtout du parti, face au bolchevisme ; objectivement, en revanche, c'était facile, vu que l'Allemagne n'avait cessé d'avoir des intérêts économiques dans les pays que l'Angleterre déclarait être menacés afin de pouvoir les bombarder de pactes d'assistance ! Je puis vous rappeler, députés, hommes du Reichstag allemand, que l'Angleterre n'a cessé, en été 1939, d'offrir son assistance à de nombreux États et pays, toujours en affirmant que l'Allemagne avait l'intention de les attaquer et de les priver de leur liberté.

Le Reich et son gouvernement ne pouvaient, en toute conscience, que les assurer qu'il ne s'agissait là que de propos ne correspondant aucunement à la vérité.

A tout cela s'ajoutait encore le jugement insipide qu'en cas de guerre, qui serait imposée au peuple allemand par la diplomatie britannique, la lutte sur deux fronts ne serait praticable pour nous qu'avec de lourds sacrifices.

Les États baltes, la Roumanie, etc., avaient un penchant vers l'acceptation des pactes d'assistance britanniques ; or, reconnaissant, de ce fait, un tel péril, le gouvernement allemand n'avait pas seulement le droit, mais le devoir de délimiter, lui aussi, les frontières des intérêts du Reich. Mais les pays durent bientôt constater, au regret même de l'Allemagne, que le seul facteur qui pourrait être le plus puissant garant vis-à-vis de l'Est menaçant, était l'Allemagne. En somme, dans le cas où ils eussent coupé leurs relations avec l'Allemagne et se seraient confiés à l'Angleterre, cette dernière, par son égoïsme proverbial, ne leur aurait point porté secours, mais réclamé, comme au cours des siècles, l'aide d'autrui et leur aide. Malgré tout, le sort de ces peuples provoqua les sentiments de compassion du peuple allemand. La lutte menée par le peuple finlandais provoqua en nous un sentiment mêlé d'amertume et d'admiration. Sentiment d'admiration parce que nous possédons, comme soldats, un cœur prêt à l'héroïsme et au sacrifice, amertume parce que, considérant l'ennemi menaçant à l'Ouest et le péril à l'Est, nous n'étions alors pas en mesure de les aider militairement.

La situation devint nette ! La Russie soviétique pensait, par la limitation des zones d'influence allemande, pouvoir librement, pratiquement, exterminer les nations vivant en dehors de ces limites. Dès lors, toutes leurs actions ultérieures n'étaient plus tendues que vers ce but, auquel la raison et le sentiment se refusaient.

En 1940, de mois en mois, il devint de plus en plus clair que les plans des hommes du Kremlin visaient sciemment à la domination, partant à la destruction, de l'Europe.

A l'époque où l'Allemagne ne possédait que peu de divisions dans les provinces qui confinaient à la Russie, j'ai fait connaître à la nation allemande le plan de la mobilisation des forces militaires russes. Seul un aveugle ne pouvait voir là une mobilisation d'une envergure unique dans l'histoire mondiale ; non pas pour défendre quelque chose qui n'était pas en danger, mais bien pour attaquer ce qui ne semblait plus apte à la défense.

La fin rapide de la campagne à l'Ouest a enlevé aux maîtres souverains de Moscou la possibilité de compter avec un épuisement immédiat du Reich. Leurs intentions n'ont pas été écartées, seul le moment de l'attaque a été différé. On croyait, à Moscou, que le moment le plus favorable pour une intervention était l'été 1941. Une nouvelle invasion des Mongols devait alors déferler sur l'Europe ! Monsieur Churchill promettait pour la même époque un changement de la lutte anglaise contre l'Allemagne. Aujourd'hui il cherche à nier lâchement qu'il a indiqué, lors des séances secrètes de la Chambre des Communes en 1940, que l'entrée en guerre des Soviets, au plus tard en 1941, était le facteur essentiel pour la poursuite fructueuse de la guerre et pour sa fin. L'Angleterre serait alors en mesure de passer également à l'offensive.

Nous observâmes, ce printemps, la mobilisation d'une puissance mondiale qui paraissait disposer de réserves inépuisables en hommes et en matériel. De sombres nuages commencèrent à s'amonceler sur l'Europe.

Mes députés, qu'est-ce que l'Europe ? Il n'existe pas de définition géographique de notre continent, mais une définition ethnique et culturelle.

L'Oural n'en est point la frontière, mais bien la ligne qui sépare le mode de vivre de l'Ouest de celui de l'Est. Il fut un temps où l'Europe était, somme toute, la terre hellénique d'où jaillit, pour la première fois, une lumière qui, depuis lors, a toujours éclairé l'humanité. Lorsque ces grecs se défendirent contre l'irruption des conquérants persans, ils ne défendirent pas seulement leur petite patrie mais tout ce qui signifie aujourd'hui l'Europe ! Le berceau de l'Europe passa ensuite de l'Hellade à Rome. L'esprit et la culture helléniques s'associèrent au patrimoine spirituel et au civisme de Rome. Un empire mondial était créé, qui, à ce jour, ne put être atteint, et bien moins surpassé, dans son importance et son pouvoir.

Lorsque les légions de Rome défendirent l'Italie, dans trois guerres difficiles, contre l'assaut africain de Carthage, elles

remportèrent finalement la victoire ; elles ne défendaient pas seulement Rome, mais combattaient pour l'Europe gréco-romaine.

L'invasion suivante, qui menaça le sol natal de la nouvelle civilisation, venait des immenses plaines de l'Est. Une masse terrible de hordes, sans civilisation, déferla de l'Asie centrale jusqu'au cœur du continent européen, mettant tout à feu et à sang. Une bataille décisive se déroula sur les Champs catalauniques où combattirent Romains et Germains pour une civilisation qui, née chez les Grecs, devint celle des Romains puis des Germains. L'Europe était née ! L'Occident naquit de l'Hellade et de Rome. Sa défense fut, pendant des siècles, la tâche non seulement des Romains, mais surtout des Germains. L'espace que nous appelons Europe, illuminé par la civilisation grecque, par les toutes puissantes traditions romaines, s'étendit en Occident par les soins de la colonisation germanique.

Avec la défense, sur l'Unstruth et au Lechfeld, par les empereurs allemands contre les invasions de l'Est, le refoulement de l'Afrique du sol espagnol au cours de longues luttes, c'était encore une lutte de l'Europe envers les êtres les plus étrangers à son existence.

Si des mérites impérissables à la création et à la défense du continent reviennent à Rome, les Germains se chargèrent, eux, de la défense et de la protection de la famille des peuples qui, par le sang et la civilisation, malgré l'apparence des divergences politiques, formaient un ensemble ou se complétaient. Et, de cette Europe, ne naissaient pas seulement des principes de colonisation s'étendant à toutes les parties du continent, mais aussi, et surtout, la fécondation spirituelle et culturelle des peuples. Seul est conscient de cela celui qui cherche la vérité et ne la nie pas !

Ce n'est pas l'Angleterre qui a civilisé le continent, mais ce sont des éléments germaniques du continent, des Anglo-saxons et Normands, qui sont passés en Angleterre et lui ont rendu possible ce développement unique. Ce n'est pas non seulement l'Amérique qui a découvert l'Europe, mais bien le contraire. Tout ce que l'Amérique n'a pas tiré en quelque sorte

de l'Europe ne peut paraître digne d'admiration qu'à une race métissée et enjuivée. L'Europe ne voit en tout cela qu'un signe de décadence artistique et spirituelle : l'héritage du sang juif ou nègre.

Mes Députés, hommes du Reichstag allemand !

Je vous dois ces explications du fait que la lutte, dont l'inévitabilité commença à être établie durant les premiers mois de cette année, et dont la conduite incombe en premier lieu au Reich, dépasse de loin les intérêts de notre peuple et de notre pays.

Naguère les Grecs ne défendirent pas la Grèce contre les Perses, ni les Romains, Rome contre Carthage, ni encore Romains et Germains, l'Occident contre les Huns, le Kaiser, l'Allemagne contre les Mongols, ni les héros espagnols, l'Espagne contre l'Afrique. Tous défendirent l'Europe !

De même l'Allemagne ne lutte pas aujourd'hui pour elle-même, mais pour le continent entier. C'est un indice heureux que ce fait soit consciemment admis par la plupart des peuples européens qui participent à cette lutte en prenant ouvertement parti ou par la levée de volontaires.

L'attaque des armées allemandes et italiennes contre la Yougoslavie et la Grèce, le 6 avril de cette année, était le prélude de la grande lutte dans laquelle nous nous trouvons encore à ce jour. La révolte, à Belgrade, qui amena la chute du Prince-régent et de son gouvernement a dominé le cours des événements dans cette partie de l'Europe. Si même l'Angleterre avait participé à ce coup de force, **le rôle principal avait été joué par la Russie soviétique**. Ce que j'ai refusé à Monsieur Molotov, lors de sa visite à Berlin, Staline pensait pouvoir l'atteindre, contre notre gré, par un mouvement révolutionnaire.

Les maîtres souverains de Moscou étendirent leurs intentions sans égard aux pactes signés. Le pacte d'amitié avec le nouveau régime révolutionnaire illumina, comme un éclair, la proximité du danger menaçant. Ce qui fut accompli par la Wehrmacht

dans cette campagne a trouvé l'adhésion du Reichstag allemand le 4 mai 1941. Il ne me fut pas permis, à cette occasion, de vous démontrer que nous allions rapidement vers une explication avec un État qui, n'ayant pas terminé son déploiement au moment de la campagne des Balkans, n'osait encore nous attaquer.

L'utilisation des aérodromes était d'ailleurs, en cette saison de la fonte des neiges, impossible.

Mes Députés, hommes du Reichstag !

Par des informations venues de la Chambre des Communes anglaises en 1940 et des observations faites sur les déplacements des troupes russes à nos frontières, je me rendis compte du danger à l'Est. J'ordonnai la mise en position immédiate de nombreuses divisions de chars, d'unités motorisées et d'infanterie. Les suppositions le permettaient. Je puis vous assurer, mes Députés et mon peuple allemand tout entier, si l'on parle beaucoup d'armement dans les démocraties, on travaille encore davantage en Allemagne nationale-socialiste. Tel fut le cas naguère ; il en est de même aujourd'hui.

Chaque année nous trouvera là où les décisions sont nécessaires, avec des armes en nombre accru et meilleures. Nous ne pouvions laisser l'ennemi nous attaquer les premiers !

La décision, en pareille occasion, était lourde. Si les journalistes démocratiques déclarent aujourd'hui que j'aurais réfléchi si j'avais su exactement quelle était la force de l'adversaire bolchéviste avant de passer à l'attaque, ils méconnaissent aussi bien la situation que ma personne.

Je n'ai voulu aucune guerre ; j'ai tout fait, au contraire, pour empêcher le conflit.

J'oublierais mes devoirs et j'agisais sans conscience si, connaissant l'impossibilité dans laquelle je me trouvais d'éviter une campagne, je négligeais d'en tirer les seules conséquences possibles.

Tenant la Russie soviétique pour le pire danger, non seulement pour l'Allemagne, mais pour toute l'Europe, je me suis décidé de donner moi-même le signal de l'attaque quelques jours avant les débuts de ces explications. La preuve des intentions d'une attaque russe est démontrée par la présence d'un matériel écrasant et adéquat. Nous sommes également au courant du moment auquel cette attaque devait avoir lieu.

Etant donné l'immensité du danger dont on a pu avoir réellement conscience aujourd'hui seulement, je ne puis que remercier le Seigneur de m'avoir éclairé l'esprit au bon moment et de m'avoir donné la force de faire ce qui devait être fait ! Non seulement des millions de soldats allemands doivent leur existence à ce fait, mais toute l'Europe !

Je puis dire aujourd'hui que l'Europe eût été perdue si l'on avait laissé déferler sur le Reich plus de 20 000 chars blindés, des centaines de divisions, des dizaines de milliers de canons, accompagnés de plus de 10 000 avions. Le sort a désigné une série de peuples pour qu'ils donnent leur sang et devancent cet assaut. Si la Finlande ne s'était pas résolue immédiatement à prendre une seconde fois les armes, la vie bourgeoise confortable des autres États nordiques eût pris fin rapidement.

Si le Reich n'était pas allé à la rencontre de cet adversaire avec ses soldats et ses armes, un torrent se fût déchaîné sur l'Europe, qui eût liquidé une fois pour toutes la stupide idée du maintien de l'équilibre avancée par les Britanniques. Si des Slovaques, Hongrois et Roumains n'avaient pas collaboré à la protection du monde européen, les hordes bolchévistes, comme les Huns d'Attila, auraient déferlé sur les pays danubiens, et l'on verrait aujourd'hui, sur les plaines bordant la mer ionienne, des Tartares et des Mongols imposer la révision du traité de Montreux. Si les Italiens, Espagnols et Croates n'avaient pas envoyé leurs divisions, il n'y aurait pas eu de front européen montrant que la nouvelle Europe s'étend aux autres peuples. Conscients de ce fait, les volontaires norvégiens, danois, hollandais, flamands, belges, etc., ont afflué. On voit même des Français qui donnent ainsi à

la lutte des puissances de l'Axe le caractère d'une croisade européenne !

Le temps n'est pas de parler des plans et de la conduite de cette campagne de l'Est.

Dans cette guerre, la plus importante de tous les temps et dont les nombreux événements s'effacent trop facilement de la mémoire, vu l'énormité des développements stratégiques, je puis vous citer, en quelques phrases, les buts atteints :

L'attaque débuta le 22 juin à l'aube. Les fortifications le long de la frontière, destinées à assurer l'avance russe contre nous, furent enfoncées avec une audace irrésistible.

Grodno tomba déjà le 23 juin.

Le 24 juin, après la prise de Brest-Litovsk, ce fut le tour de Vilna et de Kovno.

Dünaburg tomba le 26 juin.

Les deux grandes batailles d'encerclement de Bialystok et Minsk prirent fin le 10 juillet : 324 000 prisonniers, 3 332 chars et 1 809 canons tombèrent entre nos mains.

Le 13 juillet déjà, la ligne Staline était enfoncée sur tous les points décisifs.

Le 16, ce fut, après de durs combats, la chute de Smolensk, tandis que des troupes allemandes et roumaines forçaient le passage sur le Dniestr.

Le 6 août, ce fut la fin des combats dans plusieurs poches de la bataille de Smolensk. Les prisonniers se chiffraient par 310 000 Russes, tandis que 3 205 chars et 3 120 canons furent en partie détruits, en partie pris.

Trois jours plus tard déjà se joua le destin d'un autre groupe de l'armée russe.

Le 9 août, au cours de la bataille d'Uman, nous fîmes 103 000 prisonniers, 317 chars, 1 100 canons furent détruits ou capturés.

Nikolaïev fut pris le 17 août, Cherson le 21. La bataille de Gomel prit fin le même jour avec 84 000 prisonniers, 144 chars

et 848 canons en partie capturés, en partie détruits.

Les positions russes furent enfoncées entre les lacs Ilmen et Peïpus en date du 21 août. Le 26 août, la tête de pont de Dnepropetrovsk tomba entre nos mains.

Le 28 du même mois, les troupes allemandes, après de durs combats, entraient à Reval et Baltisch Port. Viipuri fut prise par les Finnois le 30 août.

Avec la conquête de Schlüsselburg, le 8 septembre, l'issue Sud de Leningrad fut coupée.

Le 16 septembre, nos troupes réussirent à former des têtes de pont sur le Dniepr. Poltava fut prise par nos soldats le 18.

Le 19 septembre, nos soldats prirent d'assaut la citadelle de Kiev.

Le 22 septembre, par la conquête d'Oesel tomba la capitale.

Les grandes opérations tendaient vers les succès attendus... Le 27 septembre, c'était la fin de la bataille de Kiev : 665 000 prisonniers se mirent en route en colonnes infinies, vers l'Ouest... 884 chars et 3 178 canons restèrent dans les poches comme butin.

Le 2 octobre déjà commença la bataille pour enfoncer les lignes au milieu du front de l'Est, tandis que la bataille près la mer d'Azov se termina par un plein succès. On compta de nouveau 107 000 prisonniers, 212 chars et 672 canons.

Le 16 octobre, ce fut l'entrée des troupes allemandes et roumaines, après un dur combat, à Odessa.

Le combat pour l'enfoncement du milieu du front de l'Est, commencé le 2 octobre, prit fin le 18 octobre, avec un succès historique mondial : 663 000 prisonniers en furent les victimes ; en outre 1 242 chars et 5452 canons furent détruits ou capturés.

Le 21 octobre, ce fut la fin de la conquête de Dagö.

Le 24 vit la prise du centre industriel de Kharkov.

L'accès à la Crimée fut forcé après de durs combats, le 28 octobre.

La capitale, Simferopol, fut prise d'assaut, en date du 2 novembre déjà.

Le 16 novembre, la Crimée fut enfoncée jusqu'à Kertch.

Au 1^{er} décembre, le nombre total des prisonniers russes était de 3 806 865, avec 21 391 chars, 32 541 canons et 17 322 avions capturés ou détruits.

Depuis le début de la campagne de l'Est, 2 191 avions britanniques ont été abattus. La marine de guerre a coulé 4 170 611 tonnes et l'aviation 2 346 180 tonnes, soit au total 6 516 791 tonnes.

Mes Députés,
Mon peuple allemand,

Ce ne sont que des faits et des chiffres ! Puissent-ils être conservés par l'histoire et surtout dans la mémoire de notre peuple et dans sa conscience.

Derrière ces chiffres se trouvent les performances, les sacrifices et les privations, l'héroïsme des millions des meilleurs hommes de notre peuple et des pays alliés.

La Patrie ne peut s'imaginer les efforts qu'ont demandé ces durs combats au pris de la santé et de la vie des soldats allemands, finnois, italiens, slovaques, hongrois, roumains et croates ; les volontaires du Nord et de l'Ouest de l'Europe ; c'est-à-dire, en un mot : les soldats du front oriental ont combattu, en avançant dans ce pays infini, tourmentés par la chaleur et la soif, souvent retenus jusqu'au désespoir par la boue profonde des routes, sous l'influence du climat de la mer Blanche à la mer Noire, variant de la chaleur de juillet et d'août aux tourmentes de neige de novembre et de décembre, molestés par les insectes, souffrant de la saleté et de la vermine, gelés dans la neige ou la glace. Seule l'entrée de l'hiver arrêtera ce mouvement. L'avance reprendra en été.

Je ne veux pas citer aujourd'hui les différentes armes, louer les chefs : tous ont donné le meilleur d'eux-mêmes ! **Je suis obligé, malgré tout, de rendre justice, en précisant que le poids le plus lourd de la lutte est supporté par l'infanterie.**

L'armée allemande a perdu, dans cette lutte héroïque, au cours de la période du 22 juin au 1^{er} décembre : 158 773 morts, 563 082 blessés et 31 191 disparus. La Luftwaffe : 3 231 morts, 8 453 blessés et 2 028 disparus. La marine de guerre : 310 morts, 232 blessés et 115 disparus. Soit un total général pour les armées allemandes de : 162 314 morts, 571 767 blessés, 33 334 disparus.

Ceci représente, en tués et blessés, un peu plus du double du bilan de la bataille de la Somme (en disparus, un peu moins de la moitié) pendant la guerre générale, mais tous sont des pères et des fils de notre peuple allemand.

Laissez-moi parler maintenant de l'autre monde et de son représentant, c'est-à-dire de l'homme qui, pendant que les peuples et leurs soldats combattent dans la neige et la glace, a l'habitude de faire des causeries « au coin du feu » d'une manière pleine de tact, de **l'homme qui est le principal coupable de cette guerre.**

La situation des nationalités de l'État polonais d'autrefois, se révélant, en 1939, de plus en plus insupportable, j'ai cherché à écarter cet état de choses par un compromis. Il semblait, un certain temps, que même le gouvernement polonais songeait à adhérer à mes solutions raisonnables. Je puis ajouter que l'Allemagne, par toutes ses propositions, n'a rien demandé de ce qui ne nous appartenait pas avant la guerre générale ; au contraire, elle a renoncé à bien des territoires. Vous vous souvenez encore du développement dramatique de cette époque, des sacrifices immenses supportés par la population allemande.

Mes Députés, vous êtes en mesure de juger la gravité des sacrifices en vies humaines en les comparant aux sacrifices de la guerre actuelle. La campagne de l'Est a coûté à l'armée allemande, en chiffres ronds 160 000 tués ; **pendant la paix, 62 000 Allemands ont trouvé la mort en Pologne, torturés effroyablement.** Le Reich avait le droit et le devoir de s'élever contre ces agissements et de songer à sa propre sécurité, pendant que d'autres éléments cherchaient la sécurité outre-mer.

Territorialement parlé, les problèmes à résoudre étaient insignifiants. Il s'agissait principalement de Danzig et du couloir placé entre la Prusse Orientale et la mère-patrie. Les Allemands en Pologne furent victimes de persécutions terribles. Les autres minorités subirent le même sort.

Au mois d'août, par suite de la conduite obstinée de la Pologne envers l'Allemagne, grâce à la garantie donnée par l'Angleterre, le gouvernement du Reich se proposa de reprendre, pour une dernière fois, les pourparlers. L'ambassade d'Angleterre en fut informée. Je puis aujourd'hui vous rappeler ces propositions :

Propositions pour le règlement du problème du corridor de Danzig et de la minorité germano-polonaise.

La situation est actuellement si tendue qu'un nouvel incident provoquerait inévitablement la rencontre des forces mises en présence. Pour éviter le retour de ces fâcheux événements qui pourraient se produire également ailleurs, il est indispensable qu'une solution pacifique soit trouvée. Les motifs de cette situation sont à rechercher premièrement dans le traité de Versailles qui traça ces frontières absurdes ; deuxièmement dans le traitement cruel des minorités occupant les territoires amputés.

Le gouvernement du Reich, avec ses propositions, part du principe qu'une solution définitive réglant la question des frontières, doit être recherchée. Les voies de communication vitales des deux parties doivent être assurées ; le problème des minorités doit être autant que possible résolu. Au cas où un tel règlement ne serait pas réalisable, les droits des minorités devraient être garantis.

Le gouvernement du Reich est persuadé qu'il est indispensable de réparer tous les dommages économiques et physiques qui ont été faits depuis 1918. Il est évident que cet engagement lie les deux parties. Il résulte de ces considérations les propositions suivantes :

1. La ville libre de Danzig est rattachée au Reich en raison de son caractère purement allemand et de la volonté unanime de sa population.

2. Le territoire du corridor, s'étendant de la mer Baltique à la ligne Marienwerder-Graudenz-Kulmburg-Bromberg (ces villes comprises) et à l'Ouest à Schönlanke, décidera lui-même de son sort, soit pour l'Allemagne, soit pour la Pologne.

3. A cet effet, il sera procédé à un plébiscite. Peuvent prendre part au plébiscite tous les Allemands domiciliés en 1918 dans ce territoire (le 1^{er} janvier) ou qui sont nés à cette date ; de même tous les Polonais, Cachubes, etc., remplissant les mêmes conditions. Les Allemands chassés de ces territoires y retourneront à l'occasion du plébiscite. Pour entreprendre les préparatifs et afin d'assurer ce plébiscite, le territoire sera placé sous le contrôle d'une commission internationale, comme ce fut le cas pour la Sarre. Cette commission sera composée de représentants des quatre grandes puissances : l'Italie, la Russie, la France et l'Angleterre. Celle-ci aura les pleins pouvoirs. La police, les militaires et les autorités polonaises doivent évacuer immédiatement ces territoires.

4. La partie du port de Gdynia est exceptée de ce territoire. Les limites de ce port polonais seront établies ultérieurement par le Reich et la Pologne ou, en cas de nécessité, par une cour internationale.

5. Afin d'assurer un plébiscite et ses importants travaux de préparation, celui-ci n'aura pas lieu avant le terme de douze mois.

6. Pour assurer à l'Allemagne pendant ce temps une communication avec la Prusse Orientale, la Pologne et la mer, des routes et lignes de chemin de fer seront déterminées, permettant un libre transit. Seules les taxes couvrant l'entretien de ces voies et le coût des transports pourront être perçues.

7. La majorité des voix décidera du destin de ce territoire.

8. Après le plébiscite, et sans tenir compte du résultat, il sera assuré à l'Allemagne son trafic avec Danzig et la province de la Prusse Orientale, et à la Pologne, sa communication avec la mer. Dans le cas où le territoire du plébiscite reviendrait à la Pologne, une zone ex-territoriale pour le trafic en direction de

Buetow-Danzig-Dirschau sera cédée à l'Allemagne pour l'établissement d'une autostrade ainsi que pour une ligne ferroviaire à quatre voies. La route et la ligne de chemin de fer seront construites de façon à ne pas toucher les voies de communication polonaises. La largeur de cette zone sera d'un kilomètre et appartiendra au Reich. Pour le cas où le plébiscite serait favorable à l'Allemagne, la Pologne aurait les mêmes facilités à Gdynia.

9. En cas de retour du corridor à l'Allemagne, celle-ci se déclare prête à un échange de population avec la Pologne dans les limites admissibles.

10. Si la Pologne désirait des concessions dans le port de Danzig, celles-ci lui seraient accordées. En échange, une concession similaire serait donnée à l'Allemagne en ce qui concerne Gdynia.

11. Afin d'éloigner l'impression d'une menace quelconque, les villes de Danzig et de Gdynia recevront le caractère de villes purement commerciales, sans installations ni fortifications militaires.

12. La presqu'île Hella qui reviendrait, suivant le plébiscite, à l'Allemagne ou à la Pologne, sera, dans tous les cas, démilitarisée.

13. L'Allemagne, ayant à se plaindre amèrement du traitement des minorités par les Polonais, la Pologne prétextant les mêmes faits au sujet de ses minorités, les deux parties se déclarent d'accord que ces plaintes soient soumises à une Commission internationale d'enquête. Cette Commission a la tâche d'examiner toutes les réclamations pour dommages économique et physique, ainsi que tout acte terroriste. L'Allemagne et la Pologne s'engagent à réparer tous les dommages économiques et autres occasionnés depuis 1918 aux minorités mutuelles. Les expropriations et empiétements dans la vie économique seront complètement dédommagés.

14. Afin d'enlever aux Allemands qui resteront en Pologne ainsi qu'aux Polonais qui resteront en Allemagne l'impression de la tolérance internationale, et afin de sauvegarder leur

sécurité, l'Allemagne et la Pologne assureront les droits des minorités respectives par une convention très étendue. Le développement national libre et les organisations y relatives seront garanties. Les deux parties s'engagent à ne pas enrôler les hommes des minorités pour le service militaire.

15. En cas de convention sur la base de ces propositions, le Reich et la Pologne se déclarent prêts à la démobilisation immédiate de leurs forces armées.

16. Des mesures ultérieures, nécessaires pour l'achèvement de la mise en pratique de cette convention, seront prises par le Reich et la Pologne.

Le gouvernement polonais refusa toute discussion de ces propositions.

On peut se demander : comment fut-il possible qu'un État de si peu d'importance pût faire semblant d'ignorer ces propositions et continuer à persécuter les Allemands qui ont apporté pourtant toute leur civilisation dans ce pays. La Pologne passa même à la mobilisation générale.

Un coup d'oeil au ministère des Affaires étrangères à Varsovie vous a fait comprendre la situation : un homme, animé d'un manque de conscience démoniaque, usa de toute son influence pour renforcer l'esprit de résistance de la Pologne. Les rapports que le ministre de Pologne à Washington, le comte Potocki, adressa naguère à son gouvernement, font ressortir, avec une signification effrayante, quelle est la responsabilité qui pèse, dans cette Deuxième Guerre mondiale, sur un seul homme. On se demande quelles raisons ont pu pousser cet homme dans une hostilité si fanatique envers un pays qui, pendant toute son histoire, n'a fait aucun mal à l'Amérique ou à lui-même.

Pour ce qui est de l'attitude de l'Allemagne envers l'Amérique, il y a lieu de dire ce qui suit :

1. L'Allemagne est peut-être la seule grande puissance qui n'ait jamais possédé en Amérique du Nord ou en Amérique du Sud une colonie ou qui ait déployé une activité quelconque là-

bas. Les États-Unis n'ont que profité du travail effectué par les Allemands qui émigrèrent par millions sur le continent américain.

2. Dans toute l'histoire, de l'origine et de l'évolution des États-Unis, le Reich n'a jamais adopté une politique négative ou hostile. Au contraire, il a contribué à défendre les États-Unis par le sang de nombreux de ses fils.

3. Le Reich n'a jamais participé à une guerre contre les États-Unis, mais fut entraîné, en 1917, par ceux-ci dans le précédent conflit, et pour des raisons qui ont été éclaircies par une commission instaurée par l'actuel président Roosevelt lui-même.

C'est cette commission qui constata, sans contestation possible, que l'entrée en guerre de l'Amérique, en 1917, était due aux intérêts capitalistes de quelques petits groupes, et que l'Allemagne n'avait aucunement l'intention d'entrer en conflit avec l'Amérique.

Il n'y a jamais eu de divergences politiques ou territoriales entre les peuples américain et allemand, qui auraient pu toucher aux intérêts ou à l'existence des États-Unis. Les régimes politiques furent toujours différents. Cette diversité ne peut toutefois donner prétexte à la guerre aussi longtemps qu'un régime ne se mêle pas des affaires d'un autre régime.

L'Amérique est une république gouvernée par un président aux pleins pouvoirs. L'Allemagne était autrefois une monarchie à autorité relative, plus tard par une démocratie sans autorité aucune, aujourd'hui une république conduite par une autorité vigoureuse. Entre les deux États se trouve un océan ! Les divergences entre l'Amérique capitaliste et la Russie bolchéviste, si ces nations ont encore quelque chose de vrai, devraient être plus considérables que celles qui existent entre une Amérique dirigée par son président et une Allemagne conduite par son Führer.

Il est un fait que les deux conflits historiques entre l'Allemagne et les États-Unis, encore qu'inspirés par une même force, eurent pour instigateurs deux Américains, le président Wilson et Franklin Roosevelt.

L'histoire a déjà jugé Wilson dont le nom reste lié à une violation des plus flagrantes de la parole donnée. Les conséquences de cette violation furent la ruine de la vie des peuples, tant vainqueurs que vaincus. Le traité de Versailles, rendu possible par la violation de la parole donnée, a mis en pièce des États, détruit des civilisations et ruiné l'économie générale.

Nous savons aujourd'hui que derrière Wilson se trouvaient des financiers cupides qui se servirent de ce professeur paralytique pour entraîner les États-Unis dans la guerre, parce qu'ils espéraient faire de meilleures affaires.

Le peuple allemand a payé sa confiance en cet homme par l'écroulement économique et politique de son existence ! Quelle est la raison, après tant d'amères expériences, que trouve aujourd'hui le président des États-Unis qui ne voit qu'une seule tâche : laisser se déclencher les guerres et envenimer l'hostilité envers l'Allemagne jusqu'au conflit armé ?

Le national-socialisme arriva au pouvoir dans l'année où Roosevelt fut élu président des États-Unis. Il est essentiel d'examiner les causes de la situation actuelle : en premier lieu, le côté personnel :

Je comprends très bien qu'il existe un abîme entre la conception de la vie du président Roosevelt et moi-même.

Roosevelt descend d'une famille immensément riche. Il appartenait de prime abord à cette catégorie d'hommes dont la naissance et l'origine aplanissent le chemin de la vie et en assurent ainsi l'ascension.

Moi-même je n'étais que l'enfant d'une petite famille pauvre. J'ai dû lutter et travailler pour mon avenir.

Lors de la Grande Guerre mondiale, Roosevelt vécut celle-ci du côté du gagnant, occupant une position dans l'entourage du président Wilson. Il ne connaît, de ce fait, que les effets agréables des luttes des peuples et des États et se donne à celui qui fait des affaires tandis que les autres saignent.

Pendant ce temps, ma propre vie était du côté opposé. Je n'appartenais pas à ceux qui font l'Histoire ou des affaires, mais bien à ceux qui exécutent des ordres.

Je me suis efforcé, pendant ces quatre ans, de faire mon devoir face à l'ennemi. Je revins de la guerre aussi pauvre que je l'étais au départ en automne 1914. J'ai donc partagé le sort de millions d'hommes, Monsieur Franklin Roosevelt celui de 10 000 individus privilégiés. Après la guerre, pendant que Monsieur Roosevelt spéculait pour tirer des profits de l'inflation, c'est-à-dire de la misère des autres, je me trouvais avec des centaines de mille autres à l'hôpital militaire.

Au moment où Monsieur Roosevelt commençait sa carrière de politicien distingué, riche et bien né, je combattais en homme inconnu pour le relèvement de mon peuple, auquel la plus grande injustice de toute l'Histoire avait été infligée.

Deux carrières

Lors de l'arrivée au pouvoir de Franklin Roosevelt, il était le candidat d'un parti capitaliste qui se servait de lui. Lorsque je devins Chancelier, j'étais le chef d'un mouvement populaire que j'avais créé. Les forces qui soutenaient Monsieur Roosevelt étaient les forces que je combattais pour l'avenir de mon peuple avec la conviction la plus sainte ! Le trust dont se servait le président américain était composé d'hommes appartenant au peuple que nous combattions en Allemagne, des parasites de l'humanité, et que nous cherchions à éliminer de la vie publique.

Et nous avions pourtant quelque chose de commun !

Franklin Roosevelt prit possession d'un État dont l'économie était ébranlée par les influences démocratiques. Moi-même, je pris le pouvoir d'un pays qui se trouvait, grâce à la démocratie, devant la ruine complète.

Les États-Unis avaient 13 millions de chômeurs, l'Allemagne 7 millions sans compter 7 millions d'ouvriers chômant partiellement.

Dans les deux États les finances publiques étaient ruinées et l'on paraissait à peine pouvoir empêcher l'activité économique de diminuer encore. Un développement commence dès ce moment aux États-Unis et dans le Reich. Il sera facile à la posté-

rité de juger quelle fut la bonne méthode. Le Reich, sous la direction du national-socialisme, marque un redressement inouï dans le domaine économique, dans les arts, la vie culturelle, etc. En revanche, le président Roosevelt n'a pu apporter la moindre amélioration dans son propre pays.

Il aurait été combien plus facile aux États-Unis, où ne vivent que quinze personnes par km² contre cent-quarante en Allemagne, de redresser son économie.

S'il n'est pas possible d'arriver dans ce pays à une économie florissante, ceci ne peut dépendre que de la mauvaise volonté du gouvernement au pouvoir ou d'une incapacité complète des dirigeants. En cinq ans on a résolu en Allemagne des problèmes économiques, le chômage fut liquidé. Durant la même période, le président Roosevelt a formidablement accru les dettes publiques, dévalué le dollar, miné davantage la vie économique et maintenu le nombre des chômeurs. Cela n'est pas étonnant si l'on songe que les cerveaux qui ont poussé cet homme appartiennent aux éléments juifs qui n'ont d'intérêt qu'à la ruine et non à l'ordre. Pendant que nous luttons en Allemagne contre la spéculation, celle-ci fleurit sous Roosevelt. La législation du New-Deal fut une erreur et l'échec le plus terrible qu'un homme puisse encaisser ! Il n'y a pas de doute que la continuation de cette politique économique aurait fait échouer, en temps de paix, tôt ou tard, ce président. **Dans les États européens, cet homme eût certainement trouvé sa fin devant la Cour suprême pour gaspillage arbitraire de la fortune nationale.** Devant un tribunal civil, il n'aurait pas échappé à la prison pour gestion frauduleuse.

Beaucoup d'Américains en vue sont de cet avis !

Une opposition bourdonnait autour de cet homme. Il ne pouvait être sauvé qu'en détournant l'attention de l'opinion publique, de la politique intérieure vers la politique extérieure. Il est intéressant, à ce propos, d'étudier les rapports de Monsieur Potocki, un grand de Pologne à Washington, rapports qui ont toujours démontré que Roosevelt se rendait exactement compte du danger d'écroulement de son château de cartes économique.

Une diversion en politique extérieure était donc nécessaire !

Roosevelt a obtenu, à cette occasion, un renfort des milieux juifs qui, par leur esprit de vengeance provenant du Vieux Testament, voulaient préparer un second Pourim pour les nations qui devenaient toujours plus antisémites. C'était le Juif dans sa bassesse satanique qui se frottait à cet homme, et c'est cet homme qui avait recours à ce Juif. Ainsi commença de se manifester l'influence croissante du président américain, en vue de fomenter des conflits ou d'aggraver les conflits existants, mais, dans tous les cas, de ne rien faire pour que ces conflits trouvassent une solution pacifique.

Durant des années, cet homme n'a eu qu'un désir : que le conflit éclatât n'importe où dans le monde, de préférence en Europe, afin de lui donner la possibilité, en mêlant l'économie américaine aux intérêts politiques d'un des deux belligérants, de rapprocher l'Amérique d'un tel conflit, pour faire dévier sa politique économique confuse de l'intérieur vers l'extérieur.

Particulièrement brusque a été son attitude en ce sens envers l'Allemagne ! Dès 1937, cet homme prononça un certain nombre de discours dans lesquels il commença, conformément à son plan, à exciter l'opinion publique américaine contre l'Allemagne. Il menaça d'établir une sorte de quarantaine contre les soi-disant États autoritaires. En plein accord avec cette politique croissante de haine et d'excitation, le président Roosevelt rappela l'ambassadeur américain à Berlin pour venir faire rapport à Washington. Depuis lors, les deux pays n'étaient plus représentés que par des chargés d'affaires.

Dès novembre 1938, le sabotage de toute politique européenne d'apaisement commence à se déployer, sciemment et selon un plan établi. Il menace chaque peuple, disposé à poursuivre une politique pacifique d'entente, de l'empêcher d'emprunter, d'opérer contre lui des représailles économiques, de lui dénoncer les emprunts, etc.

Je donne ici un aperçu saisissant des rapports des ambassadeurs polonais à Washington, à Londres, à Paris et à Bruxelles.

En 1939, devant le Congrès, cet homme menace de prendre toutes mesures nécessaires contre les pays autoritaires, sauf de recourir à la guerre. En même temps qu'il prétendait que d'autres États cherchaient à s'immiscer dans les affaires américaines et qu'il se prévalait de la doctrine de Monroe, il commença, dès mars 1939, à s'immiscer, dans ses discours, dans les affaires européennes qui ne le regardaient pas.

Premièrement, il n'a aucune notion de ces problèmes ; deuxièmement, même s'il les connaissait et en comprenait l'histoire, il n'aurait pas le droit de se soucier des affaires de l'Europe centrale, le chef du Reich n'ayant pas le droit, non plus, de critiquer la politique intérieure d'un État de l'Amérique ou de prendre position.

Monsieur Roosevelt va encore plus loin : contrairement à toutes dispositions du droit international, il déclare ne pas reconnaître les gouvernements qui ne lui conviennent pas ! Il laisse subsister des ambassades de pays dissous et les installe comme gouvernement régulier ! Pour finir, il va même jusqu'à conclure des pactes illégaux avec ces ambassadeurs qui lui donnent le droit d'occuper tout simplement des territoires étrangers.

Le 15 avril 1939, Roosevelt lança le fameux appel, à moi-même et au Duce, un appel contenant un certain mélange d'ignorance géographique et politique, qui allait de pair avec l'arrogance d'un homme appartenant à un certain cercle de millionnaires. Il nous invitait à lui donner des éclaircissements et à conclure des pactes de non-agression avec certains pays dont la plupart n'étaient plus en possession de leur liberté, parce qu'annexés ou transformés en protectorats par les alliés de Monsieur Roosevelt.

Vous vous souvenez, mes Députés, que j'ai donné à ces Messieurs importuns, une réponse aussi polie que claire, ce qui eut pour résultat d'arrêter, pour quelques mois, le flot d'éloquence de ce brave instigateur à la guerre.

Son honorable épouse prend toutefois sa place ! Elle se refuse de vivre avec ses fils dans un monde tel que nous le possédons.

C'est du moins compréhensible ! Car c'est là le monde du travail et non pas un monde de tromperie et d'affairisme. Mais après un bref délai, le mari de cette femme fait modifier, le 4 novembre 1939, la loi de neutralité, afin que l'interdiction de l'exportation des armes soit abrogée, cela en faveur de la fourniture unilatérale à l'adversaire de l'Allemagne !

Par la voie détournée d'un arrangement économique, il commence à établir, ici également, comme en Asie orientale, avec la Chine, une communauté d'intérêts qui portera ses fruits tôt ou tard. Le même mois, il reconnaît une quantité d'émigrants polonais comme gouvernement en exil, dont la seule base politique est représentée par quelques millions de pièces d'or emportées de Varsovie.

Le 9 avril déjà, il va plus loin et bloque les avoirs norvégiens et danois, bien qu'il ait eu parfaitement connaissance que le gouvernement danois n'est pas sous le contrôle de l'Allemagne dans l'administration de sa fortune.

Aux divers gouvernements en exil qu'il reconnaît, il ajoute encore le gouvernement de Norvège. Le 15 mai 1940 déjà, s'ajoutent les gouvernements émigrés hollandais et belges. Les avoirs hollandais sont bloqués à leur tour.

Les vraies opinions de cet homme sont révélées par son télégramme du 15 juin 1940 à Monsieur Reynaud, Président du Conseil français. **Il informe que le gouvernement américain doublera son aide à la France à condition que la France poursuive la guerre contre l'Allemagne. Pour mieux appuyer son désir de prolonger la guerre, il déclare que le gouvernement américain ne reconnaîtra pas la conquête, c'est-à-dire le retour des territoires naguère ravis à l'Allemagne !**

Je ne crois pas devoir vous assurer qu'il est indifférent à tous les gouvernements allemands, même à l'avenir, de savoir si le président des États-Unis reconnaît une frontière en Europe ou non ! Je ne cite ce cas que pour caractériser la persécution méthodique de cet homme qui feint la paix et excite à la guerre.

Il est dorénavant assailli par la crainte qu'au cas où une paix européenne interviendrait, l'on constate que **les milliards qu'il a dépensés pour ses armements, en peu de temps, n'étaient qu'une pure tromperie**, car personne n'aurait attaqué l'Amérique sans provocation.

Le 17 juin 1940, le président des États-Unis bloque les avoirs français pour les soustraire, comme il s'exprime, à la mainmise allemande. En vérité, toutefois, il amène l'or, à l'aide d'un croiseur américain, de Casablanca en Amérique.

A partir de juillet 1940, les mesures de Roosevelt se multiplient, afin de s'avancer vers la guerre, soit par l'entrée de sujets américains dans l'aviation britannique, soit par l'instruction d'aviateurs anglais aux États-Unis.

Au mois d'août 1940 déjà, un programme militaire commun entre les États-Unis et le Canada est établi. Afin de rendre plausible la fondation d'un comité de défense, du moins aux yeux des plus grands sots, il invente, de temps à autre, des crises. Il laisse croire que l'Amérique est menacée.

Afin de souligner, dans son entourage pitoyable, le danger imminent, il interrompt soudainement des voyages et rentre en hâte à Washington.

En septembre 1940, il se rapproche de la guerre. Il cède à la flotte anglaise cinquante contre-torpilleurs de la flotte américaine pour lesquels il obtient des bases militaires dans les possessions britanniques du Nord et du centre de l'Amérique. **L'avenir montrera dans quelle mesure sa haine contre l'Allemagne nationale-socialiste a été accompagnée de l'intention de reprendre sans danger et avec autant de certitude possible, l'empire britannique, à l'heure de la décadence.**

L'Angleterre n'étant plus en mesure de payer comptant les livraisons américaines, il impose au peuple américain la loi « prêt-bail ».

Il reçoit, comme Président, les pleins pouvoirs pour la prise à bail et à titre de prêt des pays dont la défense lui apparaît d'importance vitale pour l'Amérique.

En mars 1941, constatant que l'Allemagne refusait de réagir à ces rusteries, cet homme fit un nouveau pas.

Le 19 décembre 1939, les croiseurs américains, naviguant à l'intérieur de la zone de sécurité, ont mis le vapeur *Columbus* à la portée des navires de guerre anglais. Il fut coulé. Le même jour, les forces navales américaines ont participé aux recherches tendant à atteindre le vapeur allemand *Arauca*.

Le 7 janvier 1940, le croiseur des États-Unis *Trenton* donna des indications sur le mouvement de vapeurs de commerce allemands *Arauca*, *La Plata* et *Wangoni*, renseignements qu'utilisèrent les forces ennemies.

Le 27 juin 1940, il décréta, contre le droit des peuples, la limitation de la liberté de navigation de navires de commerce dans les ports des États-Unis.

En novembre 1940, les vapeurs allemands *Phrygia*, *Idarwald* et *Rhein* furent poursuivis par les navires de guerre américains jusqu'à ce que leurs équipages les sabordassent, afin de ne pas tomber aux mains de l'ennemi.

Le 13 avril 1941, les navires des États-Unis furent autorisés à naviguer librement dans la mer Rouge pour ravitailler l'armée britannique du Proche-Orient.

En mars, tous les navires allemands étaient saisis par les autorités américaines. Des sujets du Reich ont été traités d'une façon dégradante. On leur imposait, contre le droit des gens, certains lieux de séjour. Les déplacements furent également limités. Deux officiers allemands, échappés des prisons canadiennes, furent également enchaînés, contre le droit des gens, et remis aux autorités canadiennes.

Le 27 mars, le même président reconnaît la clique putschiste, Simovitch et consorts, qui a pris le gouvernement, après l'agression de Belgrade, renversant le gouvernement légal.

Plusieurs mois avant, déjà, le président Roosevelt avait envoyé le colonel Donovan, homme de valeur inférieure, en mission dans les Balkans, pour tenter de provoquer, à Sofia comme à Belgrade, une insurrection contre l'Allemagne et l'Italie.

En avril, se basant sur la loi « prêt-bail », il promet aide à la Yougoslavie et à la Grèce. Fin avril, il reconnaît les émigrants yougoslaves et grecs comme gouvernements en exil et bloque, d'ailleurs aussi contre le droit des gens, les avoirs yougoslaves et grecs.

Vers le milieu du mois d'avril, commença la surveillance de l'Atlantique occidental par les patrouilles américaines, qui informèrent les Anglais.

Le 26 avril, Roosevelt livre à l'Angleterre vingt vedettes, et dorénavant les navires de guerre britanniques sont réparés dans les ports des États-Unis.

Le 12 mai commence l'armement, contre le droit des gens, des navires norvégiens qui naviguent pour le compte de l'Angleterre.

Le 4 juin, des transports de troupes américaines arrivent au Groenland pour la construction d'aérodromes.

Le 9 juin arrive la première information anglaise disant qu'à la suite de l'ordre du président Roosevelt un navire américain a attaqué un sous-marin allemand au moyen de bombes de fond, près du Groenland.

Le 14 juin, intervient le blocage, contraire au droit des gens, des avoirs allemands aux États-Unis. Sous des prétextes mensongers, le président Roosevelt demande, le 17 juin, le retrait des consuls allemands et la fermeture des consulats. Il demande, en outre, la fermeture de l'agence de presse *Transocéan*, de la bibliothèque d'informations et de la centrale des chemins de fer du Reich.

Les 6 et 7 juillet, survient l'occupation, par les forces américaines, de l'Islande qui se trouve dans la zone de combat allemande. Roosevelt espère ainsi :

1. Contraindre l'Allemagne à la guerre.

2. Sinon enlever toute valeur à la guerre des sous-marins allemands, comme dans les années 1915-1916.

A la même période, il promet l'aide de l'Amérique à l'URSS.

Le 10 juillet, Monsieur Knox, ministre de la Marine, annonce que les États-Unis ont donné l'ordre de tirer contre tout navire de guerre de l'Axe.

Le 4 septembre, le destroyer américain *Greer* opère, conformément à cet ordre, en coopération avec des avions anglais, contre des sous-marins allemands dans l'Atlantique. Cinq jours plus tard, un sous-marin allemand constate qu'un destroyer américain fait partie de l'escorte d'un convoi britannique.

Le 11 septembre enfin, Monsieur Roosevelt prononce le discours dans lequel il annonce qu'il a donné lui-même l'ordre de tirer contre tout navire de l'Axe.

Le 29 septembre, des patrouilleurs américains attaquent un sous-marin allemand à l'Est du Groenland, jetant des bombes de fond.

Le 17 octobre, le destroyer américain *Kearney*, escortant un convoi pour l'Angleterre, lance de nouveau des bombes de fond contre un sous-marin allemand, et le 6 novembre enfin, les forces navales américaines s'emparent, contrairement au droit des gens, du vapeur allemand *Odenwald*, le remorquant dans un port américain, puis en arrêtent l'équipage.

Les attaques injurieuses contre moi sont sans valeur.

Du reste, je ne peux pas être injurié par Monsieur Roosevelt, car je le considère, comme autrefois Woodrow Wilson, atteint de maladie mentale.

Qu'il m'appelle « gangster » m'est indifférent ! Ce terme ne provient pas d'Europe, vu l'insuffisance de tels sujets, mais bien d'Amérique.

Que Roosevelt, avec son ascendance juive, combatte, depuis des années, le Japon par les mêmes moyens, nous le savons. Ici également, les mêmes méthodes sont employées.

Il excite à la guerre, falsifie les faits, présente des prétentions arbitraires, se cache ensuite dans un nuage d'hypocrisie chrétienne et pousse ainsi à la guerre en prenant, en qualité de vieux franc-maçon, Dieu pour témoin de ses agissements honnêtes !

Je crois que vous ressentirez tous comme une délivrance qu'enfin un État s'élève le premier contre cette déformation, unique dans l'histoire de la vérité et du droit, car cet homme l'a désiré et ne doit pas s'en étonner.

Que le gouvernement japonais en ait eu assez de ce faussaire, après des années de négociations, et ne veuille pas admettre qu'on se moque de lui d'une façon indigne, nous remplit tous de satisfaction, nous, le peuple allemand, et je crois aussi, tout le reste des gens convenables du monde entier.

Nous connaissons la puissance dont dispose Roosevelt ! C'est le Juif éternel qui croit que son heure est arrivée pour réaliser, à nos dépens, ce que nous avons vu en frémissant en Russie soviétique.

Nous connaissons maintenant le paradis juif de cette terre ! Des millions de soldats allemands ont pu s'en rendre compte personnellement dans un pays où le Juif international a détruit et anéanti les créatures et les biens.

Le président des États-Unis ne le comprend sans doute pas ! Cela provient, dans ces conditions, de son étroitesse d'esprit.

Mais nous, nous savons que c'est là le but de son combat : même si nous n'étions pas les alliés du Japon, nous connaîtrions avec certitude les intentions des Juifs et de leur Franklin Roosevelt... soit détruire les États les uns après les autres.

L'Allemagne d'aujourd'hui n'a rien de commun avec l'Allemagne d'autrefois. Nous ferons, de notre côté, ce que ce provocateur a fait depuis des années ; non pas parce que nous sommes les alliés du Japon, mais du fait que l'Allemagne et l'Italie, sous leurs commandements actuels, sont assez averties, et ont le moyen de comprendre que c'est leur existence qui se joue actuellement, et peut-être pour toujours !

Ce que ce monde voudrait faire de nous, nous le savons clairement ! **Ils ont autrefois affamé l'Allemagne démocratique, ils voudraient actuellement détruire l'Allemagne nationale-socialiste.** Quand Monsieur Roosevelt et Monsieur

Churchill déclarent qu'ils veulent constituer plus tard un ordre social nouveau, c'est à peu près comme si un coiffeur chauve recommandait un moyen efficace de faire pousser les cheveux ! Ces Messieurs, qui vivent dans les pays arriérés du point de vue social, auraient pu, au lieu d'exciter à la guerre, s'occuper de leurs chômeurs. Ils ont assez de misère et de détresse dans leurs pays pour s'occuper chez eux de la distribution des vivres. En ce qui concerne le peuple allemand, il n'a besoin, ni des aumônes, ni de Monsieur Churchill, ni de Monsieur Roosevelt ou d'Eden, mais il veut seulement son droit ; et ce droit à la vie, il saura se l'assurer, même si des milliers de Churchill et de Roosevelt s'y opposaient.

Notre peuple a un passé de près de 2 000 ans ! Jamais, depuis ce temps, il n'a été si uni qu'aujourd'hui et comme il le sera pour l'avenir, grâce au national-socialisme. Jamais encore le peuple allemand n'a vu aussi clairement et n'a eu une telle conscience de son honneur.

C'est pourquoi j'ai fait remettre aujourd'hui les passeports au Chargé d'affaires américain et lui ai fait savoir ce qui suit :

Poursuivant la politique du président Roosevelt qui tend à une dictature illimitée sur le monde, les États-Unis d'Amérique, d'accord avec l'Angleterre, n'ont reculé devant aucun moyen pour contester les possibilités naturelles des vies des peuples allemand, italien et japonais. Les gouvernements d'Angleterre et des États-Unis se sont opposés, pour cette raison, à toute révision justifiée permettant d'arriver à un meilleur ordre du monde. Depuis le commencement de la guerre, le président américain Roosevelt a commis, dans une mesure croissante, une série d'atteintes criminelles des plus graves au droit des peuples. Aux attaques illégales des navires et d'autres propriétés de ressortissants allemands et italiens, se sont ajoutées les menaces, la perte arbitraire de la liberté personnelle par l'internement.

Les attaques toujours plus acerbes du président des États-Unis, Monsieur Roosevelt, finirent par aller si loin qu'il donna à la marine américaine, contrairement à toutes les dispositions du droit des gens, l'ordre d'attaquer partout immédiatement les navires allemands et italiens, de les canonner et de les couler.

Des ministres américains se vantent d'avoir fait détruire des sous-marins allemands par ce procédé criminel. Des navires de commerce allemands et italiens ont été assaillis par des croiseurs américains. Ils furent saisis et leurs équipages jetés en prison.

Sans qu'il ait été tenté de le contester officiellement de la part du gouvernement américain, le plan du président Roosevelt, tendant à attaquer l'Allemagne et l'Italie par des moyens militaires en Europe, au plus tard en 1943, fut publié.

Ainsi les efforts sincères, poursuivis avec une patience sans exemple par l'Allemagne et l'Italie, pour empêcher l'extension de la guerre, ont échoué devant les provocations insupportables du président Roosevelt.

L'Allemagne et l'Italie se sont vues enfin contraintes, en restant fidèles aux dispositions du pacte tripartite du 27 septembre 1940, de combattre côte à côte avec le Japon pour la défense et le maintien de la liberté et de l'indépendance de leurs peuples et de leurs pays contre les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre.

C'est pourquoi l'accord que voici a été conclu et signé aujourd'hui à Berlin entre les trois puissances :

« Avec la décision inébranlable de ne point déposer les armes avant la victoire finale de la guerre commune contre les États-Unis et l'Angleterre, les gouvernements allemand, italien et japonais ont conclu l'accord suivant :

Article 1

Le Reich, l'Italie et le Japon feront la guerre qui leur est imposée par les États-Unis et l'Angleterre, avec tous les moyens légaux en leur possession et jusqu'à la victoire finale.

Article 2

Le Reich, l'Italie et le Japon s'engagent à ne conclure sans accord mutuel préalable, ni armistice ni paix, soit avec les États-Unis d'Amérique, soit avec l'Angleterre.

Article 3

Le Reich, l'Italie et le Japon collaboreront étroitement, également, après la fin de la guerre victorieuse, pour l'ordre nouveau, dans le sens du pacte tripartite conclu le 27 septembre 1940.

Article 4

Cet accord entre en vigueur immédiatement à la signature, et aura la validité du pacte tripartite du 27 septembre 1940. Les parties contractantes s'entendront en temps voulu, avant l'expiration de la validité, sur le développement futur de leur collaboration prévu à l'article 3 de l'accord.»

Mes Députés, hommes du Reichstag allemand,

Nous sommes, déjà depuis le rejet de mon offre de paix, en juillet 1940, conscients que cette guerre se poursuivra jusqu'au bout. Que le monde capitaliste juif anglo-saxon forme un front avec le bolchévisme ne surprend nullement le national-socialisme ! A l'intérieur, nous les avons toujours trouvés dans une même association. Mais nous avons soutenu ce combat avec succès, et nous avons finalement, après seize ans de lutte, détruit le pouvoir des adversaires.

Quand, à l'âge de 23 ans, je me décidai d'entrer dans la vie politique pour relever la nation de sa décadence, j'étais un soldat inconnu. Beaucoup parmi vous savent combien furent durs les combats pendant les premières années. Le chemin parcouru par notre petit mouvement composé de sept hommes, jusqu'à la prise du pouvoir, le 30 janvier 1933, fut si merveilleux que seule la Providence bénie a pu le rendre possible.

Aujourd'hui, je suis à la tête de l'armée la plus puissante du monde, de l'aviation la plus formidable et d'une marine fière. Je connais le parti par lequel j'ai grandi et qui a grandi par moi, derrière moi et autour de moi en une communauté étroite. Les adversaires que je vois devant moi sont les ennemis communs depuis vingt ans.

Seul le chemin qui est devant moi est comparable au chemin parcouru. **Le peuple allemand est conscient qu'il est à une heure décisive de son destin.**

Des millions de soldats loyaux et obéissants remplissent leurs devoirs dans des conditions les plus difficiles. Des millions de paysans et d'ouvriers allemands, des femmes et des jeunes filles

sont dans les fabriques et les bureaux, dans la campagne et dans les champs, et travaillent à la sueur de leur visage pour le pain de la patrie et les armes du front. Dans notre alliance se trouvent des peuples forts, tourmentés par la même peine et affrontant les mêmes ennemis !

Le président américain et sa clique ploutocratique nous ont considérés comme des peuples de pauvres diables. **C'est vrai, mais ces pauvres diables veulent vivre et ils obtiendront, quoi qu'il arrive, qu'ils aient de quoi vivre et que ce ne soit pas encore volé par les possédants.**

Vous connaissez, mes partisans, ma décision inexorable, de poursuivre la lutte, une fois engagée, jusqu'au succès. Vous connaissez ma volonté de ne reculer devant rien, de rompre toutes les résistances qui doivent être rompues.

Dans mon premier discours du 1^{er} septembre 1939, je vous ai promis que, dans cette guerre, ni la puissance des armes, ni le temps ne pourront vaincre l'Allemagne. Je veux encore assurer mes adversaires que nous ne serons vaincus ni par les armes ni par le temps, mais encore qu'aucun doute intérieur ne nous fera hésiter à remplir notre devoir. Si l'on songe aux sacrifices de nos soldats, à leur contribution, tous les sacrifices de la patrie sont insignifiants et sans importance. Si nous pensons toutefois à tous ceux qui sont tombés avant nous pour l'existence et la grandeur du peuple allemand, c'est alors que nous sommes conscients de l'énormité du devoir qui pèse sur nous.

Celui qui se soustrait toutefois à ce devoir n'a pas le droit d'être considéré, dans notre milieu, comme compagnon.

Nous avons été durs et sans compassion pendant la lutte pour la puissance et nous le serons de même dans la lutte pour le maintien de notre peuple.

A cette heure où tombent des milliers de nos meilleurs hommes, pères et fils de notre peuple, celui qui déprécie les sacrifices du front ne doit guère compter avec la vie. Peu importe sous quel camouflage l'essai serait fait pour troubler le front allemand, miner la volonté de résistance de notre peuple,

affaiblir l'autorité du régime, saboter le travail de la patrie, le coupable tombera ; mais avec la différence que le soldat du front est hautement honoré, tandis que celui qui déprécie ce sacrifice honoré meurt dans le déshonneur.

Que nos ennemis ne s'y trompent pas ! Au cours des 2000 années de l'histoire allemande connue, notre peuple n'a jamais été plus résolu et plus uni qu'aujourd' hui. Le Maître du monde a accompli, ces dernières années, de si grandes choses en notre faveur que nous nous inclinons respectueusement devant une Providence qui nous a fait l'honneur d'être membre d'une si grande communauté populaire. Nous le remercions de nous permettre, tenant compte des générations passées et futures du peuple allemand, de nous inscrire en tout honneur dans le livre impérissable de l'Histoire allemande.

- 12€ -

ISBN : 978-2-35352-044-2

EAN : 9782353520442



9 782353 520442